



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- La Banque des territoires Normandie signe «une année record» (Gazette de Normandie)
- Près de Dieppe, une nouvelle usine à 25 millions d'euros en construction : « Un vaisseau amiral » (Paris Normandie)

Sécurité

- Pavilly. Plus d'une affaire sur deux élucidée par les gendarmes, un bilan au-dessus de la moyenne nationale (Courrier Cauchois)
- Yvetot. Couteau, stupéfiants : ce que l'on sait sur les découvertes des gendarmes, lors d'un contrôle à la gare (Courrier Cauchois)
- Près de Barentin. Une épaisse fumée noire dans le ciel : on vous explique ce qu'il s'est passé (Courrier Cauchois)
- Saint-Valery-en-Caux. "Aucune commune n'est à l'abri des stupéfiants" (Courrier Cauchois)
- Fécamp. Pourquoi des opérations de contrôle de police ont-elles été déclenchées ce jeudi 30 avril ? (Courrier Cauchois)
- Narcotrafic : Le Havre reste l'une des principales portes d'entrée de la cocaïne, mais les trafiquants s'adaptent (Ouest France)
- En immersion avec les pompiers « dronistes » pour lutter contre un feu de végétation en forêt (Paris Normandie)
- Des feux de végétaux précoces inquiètent les pompiers, ils se mobilisent pour sensibiliser aux risques d'incendie (France 3)
- Attention, la police municipale peut désormais contrôler la vitesse dans cette commune de Seine-Maritime (Paris Normandie)
- Le Havre, Rouen ou Évreux : où risque-t-on le plus d'être cambriolé ? (Paris Normandie)
- Françoise Mabile, première femme sapeur-pompier, partage son parcours près de Dieppe (Paris Normandie)

Social et société

- Aire de grand passage près d'Eu : l'État impose un site pour 200 caravanes des gens du voyage (Paris Normandie)
- Rouen : salaires, retraite et droit des travailleurs, les revendications, dans le cortège du 1er-mai (Paris Normandie)
- Drogue et Narcotrafic en Normandie. « Notre rôle face aux réseaux, c'est de créer une dynamique positive et ambitieuse » (Ouest France)
- Péages. Il faut payer plus cher pour les ponts de Normandie et de Tancarville : les nouveaux tarifs en vigueur ce 1er mai (Tendance Ouest)

- « L'impression de revenir 25 ans en arrière » : à Rouen, la communauté LGBT face à la peur des agressions (Paris Normandie)
- Manifestation du 1er Mai au Havre : ce jour férié, chômé et payé, « impossible de revenir là-dessus » (Paris Normandie)

Environnement

- Inondations, circulation déviée : retour sur l'orage brutal et intense qui a touché le secteur du Havre (France 3)
- Le Havre. L'orage éclair inonde plusieurs axes et surprend les automobilistes (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- 3 millions d'euros d'investissement dans le budget prévisionnel de Blangy-sur-Bresle pour 2026 (76 actu)
- Rouen : la préservation de la côte Sainte-Catherine tend la majorité, le projet de tour abandonné (Paris Normandie)

Transport

- « Cette inertie met en danger les cyclistes » : ils réclament une vraie piste sur le pont de Normandie (Paris Normandie)

Politique

- Fécamp. Cyberattaques en série : le gouvernement encore interpellé par la députée de la 9e circonscription (Paris Normandie)
- "Ça s'apprend d'être maire, ça ne se devine pas" : en Seine-Maritime, des élus se forment pour exercer leur mandat (France Bleu)
- Manifestation du 1er-Mai : Raphaël Glucksmann, leader de Place publique, dans le cortège à Rouen (France Bleu)
- Pourquoi le député européen Raphaël Glucksmann a défilé à Rouen pour le 1er mai ? (Paris Normandie)
- "Ce n'est pas un match à gauche, le but c'est de gagner l'élection" : Glucksmann, Jadot et Mayer-Rossignol ce 1er mai à Rouen pour "construire 2027" (France 3)
- Un élu claque la porte du RN à Fécamp : une opposition d'extrême droite toujours plus fragilisée (Paris Normandie)

Agriculture

- Extension d'un élevage de veaux : plusieurs villages de Seine-Maritime concernés par une enquête publique (76actu)
- En Seine-Maritime, la longévité de ces Prim'Holstein détonne dans le monde agricole (Paris Normandie)

Santé

- « Ça ne tenait pas la route » : à Rouen, pourquoi le centre de santé Médiksanté a-t-il fermé ? (76actu)
- Fermeture de la maternité privée au Havre : quelles conséquences pour l'hôpital public Monod ? (76 actu)
- Au Havre, la maternité de l'HPE fermera définitivement à la fin de l'été 2026 (Paris Normandie)

- Les addicts retrouvent le fil de leur vie avec le nouveau bâtiment du CHU au Petit-Quevilly (Paris Normandie)

Éducation

- La fermeture d'une classe confirmée en septembre 2026 au sein de l'école élémentaire de Criel-sur-Mer (76 actu)

Justice

- Deux médecins jugés au Havre pour homicide involontaire après le décès d'une patiente de complications postopératoires (France Bleu)
- "Le corps réagit forcément quand on lui ouvre le ventre" : après la mort d'une femme de 21 ans en 2018, un chirurgien et un anesthésiste jugés pour homicide involontaire (France 3)

Acteurs publics

- "L'instrumentalisation politique de la commande publique s'est nettement accélérée ces dernières années"
- Le Premier ministre annonce la fusion prochaine de la Dinum et la DITP

La Banque des territoires Normandie signe «une année record»

Chloé Guerout

3-4 minutes

Dossier

La Banque des territoires Normandie signe «une année record» en 2025, avec des financements en forte hausse pour le logement social, les collectivités et les projets structurants.



La Banque des territoires Normandie participe au financement du nouveau CHU de Caen, avec un prêt de 105 millions d'euros. © CHU Caen

Publié le 30 avril 2026 - Mis à jour le 30 avril 2026

La Banque des territoires, branche de la Caisse des dépôts, a signé un volume de prêts de 1,3 milliard d'euros, en hausse de 70% sur un an. Ces financements concernent les collectivités, les bailleurs sociaux et le secteur public local.

Le logement social concentre 660 millions d'euros de prêts, en progression de 63%, tandis que les collectivités locales bénéficient de 570 millions d'euros. En parallèle, près de 18 millions d'euros ont été investis en fonds propres dans sept projets.

«L'année 2025 est une année record en termes de prêts au secteur public local et aux bailleurs sociaux normands», souligne Yannick Schimpf, directeur régional par intérim.

Logement social et transition écologique au cœur de l'action

Premier financeur du logement social via le Livret A, la Banque des territoires a soutenu la construction de 3 858 logements et la réhabilitation de 5 958 autres en Normandie.

Elle déploie également des programmes ciblés pour accompagner la transition écologique et les besoins territoriaux. Le programme EduRénov soutient la rénovation des établissements scolaires, tandis qu'aquagir finance des projets liés à l'eau. Le programme Santé-Grand âge accompagne, lui, les infrastructures de santé, à l'image du futur centre hospitalier universitaire de Caen.

Un appui aux territoires et aux professions juridiques

L'établissement intervient aussi dans les programmes nationaux comme Action cœur de ville ou Petites villes de demain, finançant études et projets d'aménagement.

Par ailleurs, la Banque des territoires accompagne les professions juridiques. En 2025, 77 professionnels ont bénéficié de 14,3 millions d'euros de prêts, tandis que 12 millions d'euros ont été consignés pour sécuriser les fonds.

Dans un contexte de transition écologique et de tension sur le logement, la Banque des Territoires entend maintenir un niveau élevé de financement en 2026.

Près de Dieppe, une nouvelle usine à 25 millions d'euros en construction : « Un vaisseau amiral »

Sylvie Macquet

5-6 minutes

Jacir, spécialisée dans la conception de tours de refroidissement, prévoit de regrouper, d'ici 2027, ses trois implantations locales sur un seul et même site. Les travaux ont démarré à Criquetot-sur-Longueville.



Une vue du site lorsqu'il sera construit. - Photo Terroir de Caux



Par Sylvie Macquet

Publié: 3 Mai 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min

Les travaux de la nouvelle usine Jacir, à Criquetot-sur-Longueville, ont démarré. Le chantier porté par le groupe Cofinair prévoit de regrouper, d'ici 2027, les trois implantations locales sur un seul et même site.

Spécialisée dans la conception de tours de refroidissement, l'entreprise va réunir ses activités aujourd'hui réparties entre Hautot-sur-Mer, Martin-Église et Rouxmesnil-Bouteilles. La future implantation, en cours de construction sur la zone d'activités, comprendra notamment 11 000 m² dédiés à la production, ainsi que des bureaux et un espace de recherche

et développement.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



D'importants travaux ont déjà été déployés. - Photo Paris Normandie

«Nous avons l'ambition de renforcer la place de l'entreprise à l'échelle européenne»

Vincent Spohonhauer, PDG de Cofinair

Pour ce faire, Jacir investit quelque **25 millions d'euros**. Son objectif affiché est de poursuivre son développement et d'atteindre les 100 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2030, notamment en se positionnant sur le marché des datacenters, très demandeurs en solutions de refroidissement. » *Ce nouveau site sera un véritable vaisseau amiral*, indique Vincent Spohonhauer, PDG de Cofinair. *Il a été pensé comme une vitrine, mais aussi comme un outil plus efficace que nos autres sites.* »

Le dirigeant évoque un projet « structurant », destiné à améliorer la productivité et à préparer l'avenir du groupe. « *C'est aussi un projet humain*, ajoute-t-il. *L'idée n'est pas de supprimer des emplois, mais de gagner de nouveaux marchés. Nous avons l'ambition de renforcer la place de l'entreprise à l'échelle européenne.* » Déjà implanté en France, en Allemagne et en Italie, le groupe est présent sur plusieurs marchés à l'international, notamment en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et au Moyen-Orient.

«Ce projet témoigne du dynamisme du territoire»

Les 110 emplois existants seront maintenus et une trentaine de salariés supplémentaires dans les prochaines années seront formés. Sur le plan local, cette implantation est saluée par les élus. Le président de Terroir de Caux, Jean-Luc Cornière, souligne que « *ce projet témoigne du dynamisme du territoire et de sa capacité à accompagner les entreprises*

dans leurs projets de développement. »

« C'est la concrétisation d'une vision portée depuis près de 25 ans pour cette zone d'activités, qui prend aujourd'hui une dimension industrielle affirmée », remarque le maire de la commune, Nicolas Leforestier.

L'édile met en avant les atouts du site, situé à proximité immédiate de la deux fois deux voies, raccordé au très haut débit et disposant de ressources en eau adaptées aux besoins de l'entreprise. La conception et la construction du site ont été confiées à l'Atelier A2B, basé à Offranville. L'ouverture est envisagée pour le printemps 2027.

Lire aussi



[À Criel-sur-Mer, le château de Chantereine, trop coûteux, sera-t-il cédé au privé ?](#)



[Louis Godeman à Eu a réussi son défi en gravissant 100 fois la côte Saint-Laurent](#)



Pavilly. Plus d'une affaire sur deux élucidée par les gendarmes, un bilan au-dessus de la moyenne nationale

Ghislain Annetta

3-4 minutes

"La brigade de gendarmerie de Pavilly a bien travaillé. Son bilan est très favorable." Comme pour justifier ses propos, le chef d'escadron Mickaël Vivier, commandant la compagnie d'Yvetot, a remis une lettre de félicitation à l'un des membres de l'unité, jeudi 30 avril, lors de l'inspection annoncée. Cette cérémonie, sous forme de bilan de l'année écoulée, s'est déroulée dans la ville voisine de Barentin, au théâtre Montdory. Le maréchal des logis-chef Prunier a été mis à l'honneur pour avoir résolu une affaire d'obtention de médicaments psychotropes grâce à de fausses ordonnances. 57 faits ont ainsi été élucidés lors de cette enquête qui s'étendait sur toute la Seine-Maritime.

"Ces résultats reflètent l'implication et le travail de l'unité dans le domaine judiciaire"

Le taux d'élucidation, c'est la grande réussite des militaires pavillais en 2025. Il augmente de 10 points par rapport à l'exercice précédent. Il atteint 56%, plus d'une affaire sur deux donc, alors que la moyenne nationale se situe autour de 40%. C'est d'autant plus méritoire que l'année a été chargée pour les gendarmes locaux. L'activité globale de la brigade commandée par la capitaine Catherine Manière était en hausse de 7,28% : 1 489 faits contre 1 388 en 2024.

La zone commerciale de Barentin

Il faut dire que la circonscription comprend 22 communes. Et même une 23e si on englobe la zone commerciale de Barentin, qui voit passer 5 millions de personnes par an et comprend 2 500 salariés pour 220 enseignes.

Si on entre dans le détail, les atteintes aux biens (vols en tous genres) sont en baisse avec 674 faits contre 729. La chute des cambriolages participe à ce bon chiffre : 81 vols par effraction contre 109, ce qui représente une diminution de 25%. *"Avec une augmentation significative du taux d'élucidation dans ce domaine : près de 17%",* précise la capitaine. En 2025, les gendarmes de Pavilly ont pris 208 mesures de

garde à vue, dont 114 de plus de 24 heures. Fin avril 2026, ils en sont déjà à 80. 648 mis en cause ont été entendus et 41 personnes ont été écrouées. *"Ces résultats reflètent l'implication et le travail des militaires de l'unité dans le domaine judiciaire"*, remarque la responsable. Le quotidien des militaires est multiple. On recense plus de 2 000 interventions (1 826 en 2024). Il s'agit principalement de tapage (198) ; agressions/altercations (180), personnes ou véhicules suspects (180), accidents matériels (180), violences intrafamiliales (168), vols à l'étalage (125), etc. Chaque gendarme travaille en moyenne 8h18 par jour, dont deux tiers de présence sur la voie publique et trois quarts d'activité externe, une bonne partie de nuit.

Yvetot. Couteau, stupéfiants : ce que l'on sait sur les découvertes des gendarmes, lors d'un contrôle à la gare

Nicolas Durand

~1 minute

Lundi 27 avril, les gendarmes d'Yvetot ont effectué une opération de contrôle aux abords de la gare SNCF de la commune, un lieu de passage très fréquenté par les travailleurs, les lycéens et les étudiants.

Stupéfiants et couteau

Lors du contrôle, "*plusieurs infractions liées aux stupéfiants ont été constatées*", détaille la gendarmerie de Seine-Maritime sur ses réseaux sociaux. Un couteau, transporté par un lycéen, a également été saisi.

Il s'agit d'une action "*qui s'inscrit dans les dispositifs de sécurisation et de lutte contre les stupéfiants, afin de garantir la sécurité des usagers et des riverains*", assure la gendarmerie.

Près de Barentin. Une épaisse fumée noire dans le ciel : on vous explique ce qu'il s'est passé

Nicolas Durand

1-2 minutes

Les premières images viennent d'un internaute sur les réseaux sociaux. On peut apercevoir une épaisse fumée noire depuis la nationale 6 015 qui traverse la commune de Barentin.

Une dizaine de pneus embrasés

En effet, ce vendredi 1^{er} mai, un incendie s'est déclaré plus loin sur la commune de Villers-Écalles. D'après nos informations, les sapeurs-pompiers sont intervenus vers 13 h 20 sur le site. Il s'agit d'un feu de stockage de matériaux divers à l'air libre. Trois engins et une dizaine de sapeurs-pompiers ont été mobilisés sur place.

Une dizaine de sapeurs-pompiers sur place

L'extinction s'est faite au moyen de deux lances à incendie. Les soldats du feu sont toujours sur place afin de déblayer et refroidir les derniers éléments encore chauds. Toujours d'après nos informations, la fumée noire visible est due à l'embrasement d'une dizaine de pneus. L'incendie s'est produit dans la cour d'une entreprise. Aucune victime n'est à déplorer.

Saint-Valery-en-Caux. "Aucune commune n'est à l'abri des stupéfiants"

Nicolas Durand

3-4 minutes

Accident, stupéfiants, violences... Les gendarmes de la communauté de brigades (CoB) de Saint-Valery-en-Caux ont tenu leur inspection annoncée lundi 27 avril. Au sein de la salle André-Bourvil de Fontaine-le-Dun, la major Christelle Obry a présenté les résultats de l'année pour les trois brigades que regroupe la CoB : Saint-Valery-en-Caux, Cany-Barville et Fontaine-le-Dun.

Augmentation des infractions routières

Sur l'année 2025, les gendarmes de la communauté de brigades ont quasiment consacré 22 000 heures à la surveillance des communes. Un chiffre qui ne prend pas en compte les heures passées à l'accueil, le travail d'enquête ou encore les tâches administratives. Si le temps consacré aux activités de sécurité routière a été moins important que l'année passée, le nombre d'infractions a, lui, augmenté. Particulièrement les infractions graves et génératrices d'accidents, les infractions liées à la vitesse et les infractions et délits liés à l'alcoolémie. Néanmoins, l'accidentologie est en baisse sur le territoire.

Même si les infractions au volant liées aux stupéfiants sont en baisse, la présence de substance illicite sur le territoire reste stable. *"Lorsqu'un trafic est démantelé, que la brigade travaille dessus, il est rapidement remplacé"*, souligne Christelle Obry, lors de sa présentation. *"Aucune commune n'est à l'abri des stupéfiants"*, ajoute-t-elle, précisant que le protoxyde d'azote (gaz hilarant) touche aussi le territoire. Au niveau des atteintes à l'intégrité physique, elles sont en baisse, contrairement aux atteintes aux biens qui, elles, ont fortement augmenté. Des chiffres qu'il est nécessaire de mettre en parallèle avec le contexte de la série de vols de matériel au sein des bâtiments communaux. Les escroqueries liées au numérique sont aussi en forte augmentation.

"Sauvegarde de la vie humaine"

L'année 2025 a aussi été marquée par une plus forte présence de migrants sur les 30 km de côte que couvre la brigade. Des tentatives de traversée de la Manche qui mobilisent aussi fortement les militaires. *"Et avant de voir le côté migrants, il faut voir des gens en danger, on est dans*

la sauvegarde de la vie humaine sur ce type de mission", confie la commandante de brigade.

Entre les violences intrafamiliales, la présence des migrants et la protection de l'environnement, les missions des militaires s'étoffent. Ainsi, tous les militaires sont formés à l'écoute des personnes victimes de violences intrafamiliales, certains sont aussi spécialisés dans l'écoute de mineurs victimes de violences sexuelles. Enfin, d'autres spécialités comme la délinquance financière, le travail dissimulé et le déminage sont présentes dans les équipes.

Pour l'année 2026, l'objectif est de poursuivre la lutte contre les stupéfiants, les atteintes aux biens et aux personnes. Pour rappel, sur l'année 2025, la brigade a quasiment résolu 50 % des affaires.

[Photos] Fécamp. Pourquoi des opérations de contrôle de police ont-elles été déclenchées ce jeudi 30 avril ?

Ghislain Annetta

~3 minutes

Dans le quartier du Ramponneau, autour de la salle Tony-Parker, le long de la route du Havre puis au Pont Gayant... Des contrôles de police ont été organisés en ville, ce jeudi 30 avril à partir de 15 heures. A peine le dispositif s'était-il mis en place que la patrouille surprenait le passager d'un utilitaire avec un joint entre les doigts. Le fumeur de cannabis a eu droit à une amende forfaitaire délictuelle (AFD). Le véhicule a été fouillé, les autres passagers contrôlés. Tous trois sortaient de leur journée de travail dans le domaine du BTP. Quelques minutes plus tard, dans le même secteur, c'est une voiture "auto-école" qui avait droit à une vérification. Rien n'était reproché à l'élève comme au moniteur. *"C'est avant tout de la pédagogie"*, confirmait le commandant Laurent Sambourg, chef du commissariat fécampois. L'opération s'est prolongée pendant trois bonnes heures.

"Nous avons déterminé les lieux d'intervention par rapport à l'accidentologie"

235 véhicules de tous types ont été contrôlés. Trente dépistages de stupéfiants et 36 d'alcoolémie ont été faits. Six infractions routières ont été relevées donnant lieu à trois immobilisations de véhicules. Par ailleurs, trois procédures d'amende forfaitaire délictuelle ont été réalisées. *"Nous avons déterminé les lieux d'intervention par rapport à l'accidentologie"*, souligne le commandant de police. *"La violence routière est relativement stable ici. Mais c'est plus compliqué dans certaines zones du département. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'effectuer ce type d'opération"*. Plus qu'une mission de verbalisation(s), c'était une action de prévention contre la violence routière. Voitures, camions, deux-roues et trottinettes, il s'agissait de s'assurer que les différents usagers connaissaient bien les règles et qu'ils les respectaient.

Sur réquisition de la procureure

Une douzaine de policiers nationaux, officiers et agents de police judiciaire ainsi que des réservistes, étaient mobilisés. Ce qui permettait de former trois équipages. La police municipale a apporté son concours

dans le dispositif avec deux voitures et deux scooters. Ce qui offrait encore plus de mobilité aux interventions. Cette opération de contrôle routier était menée sur réquisition de la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume.

Narcotrafic : Le Havre reste l'une des principales portes d'entrée de la cocaïne, mais les trafiquants s'adaptent

Nicolas Denoyelle

14-18 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Le port normand du Havre (Seine-Maritime) reste en 2026 une des principales portes d'entrée de la cocaïne pour la France et plus largement pour l'Europe. Mais après des saisies records, les trafiquants se sont réorganisés en jetant des ballots en mer, en allant vers de plus petits ports, mais aussi des villes moyennes et des zones rurales. En face, les enquêteurs n'ont pas d'autre choix que de s'adapter avec des structures plus performantes qui cachent souvent un manque criant de moyens.

Rapt puis [assassinat d'un docker sur fond de trafic de cocaïne](#) en 2020, vol d'un tracteur pour récupérer un container contenant de la drogue fin décembre 2025, saisies records dans la zone du port... [Au Havre \(Seine-Maritime\)](#), policiers, gendarmes et douaniers doivent s'adapter à des trafiquants toujours plus ingénieux.

«Le port de conteneurs du Havre est globalement identifié comme une des principales portes d'entrée de la cocaïne en France, confirme la procureure de la république de la ville normande, Soizic Guillaume. Un certain nombre de services y travaillent pour lutter contre les trafics de stupéfiants, mais pas seulement, car le vol de fret existe aussi.» Chaque année, ce sont plus de 3,2 millions de conteneurs qui passent par Le Havre.

Une cellule de renseignement depuis septembre

La recherche des stupéfiants, malgré la traçabilité des marchandises, est un travail colossal. 350 douaniers veillent dans le premier port de conteneurs français. Et pour faire simple, le port est divisé en deux. Avec une zone police pour l'arrivée, et une zone gendarmerie pour le fret.

«Contre le narcotrafic, le chef de file c'est l'Ofast (Office anti-stupéfiants) en lien étroit avec la Section de recherches (SR) de Rouen. Et depuis septembre 2025, la création d'une cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants au Havre (Cross 76) a vocation aux échanges d'information entre les douanes, la police et la gendarmerie.»

Lire aussi : [Des saisies record : le port du Havre devient-il la « porte d'entrée de la cocaïne » en France ?](#)

Des réseaux de criminalité organisée

Autant d'entités qui sont en étroite relation avec la procureure et ses équipes. «Au niveau de la justice, nous sommes le Parquet de premier niveau, explique la procureure. Donc quand ils ouvrent une enquête, par exemple pour la surveillance d'un conteneur dont ils ont obtenu une information, c'est d'abord sous notre direction. On informe toujours la Jirs (Juridiction interrégionale spécialisée) de Lille qui peut, à tout moment, se saisir du dossier.»

Chaque année, ce sont plus de 3,2 millions de conteneurs qui passent par Le Havre. Le port de conteneurs est globalement identifié comme une des principales portes d'entrée de la cocaïne en France. | MARTIN ROCHE, OUEST-FRANCE

La Jirs de Lille a compétence sur la partie nord de la France, départements de la Seine-Maritime et de l'Eure inclus. Tandis que les trois autres départements normands dépendent de celle de Rennes. «En général, si la surveillance confirme la présence de cocaïne dans un conteneur, on se dessaisit au profit de la Jirs. Le Havre est un lieu de passage et la cocaïne qui arrive est destinée au marché français et européen. Ce sont des réseaux de criminalité organisée souvent internationaux et la Jirs a la capacité de faire le lien entre les dossiers, les compétences techniques et elle dispose de moyens humains pour cela.»

De 14 tonnes en 2024 à 2 tonnes en 2025

L'organisation et les moyens mis en place font dire à la magistrate que l'efficacité est au rendez-vous. «En 2024, ce sont plus de 14 tonnes de cocaïne qui ont été saisies au port et en 2025, on est à un peu plus de deux tonnes. C'est le fruit du travail réalisé par les différents services, mais ça ne veut malheureusement pas dire qu'il y a moins de cocaïne. Ils ont certainement trouvé d'autres chemins.»

Le port de Dunkerque, par exemple, où le chiffre historique de 13 tonnes de cocaïne en dix jours a été atteint en février 2026. «Et il y a également les drop off, technique qui consiste à jeter en mer des ballots de drogue qui sont ensuite récupérés par des complices. [Des marins-pêcheurs normands](#) en ont d'ailleurs fait les frais récemment.» Parfois, comme [en hiver 2023 dans la Manche](#), des centaines de kilos sont emportées par le courant et arrivent sur les plages.

Lire aussi : [Il avait participé à un trafic de cocaïne au large de la Normandie : ce chalutier est parti aux enchères en cinq minutes](#)

Au péage du pont de Normandie, à la sortie du Havre (Seine-Maritime), les douaniers procèdent à des contrôles aléatoires toute l'année,

plusieurs fois par semaine, comme ici le mardi 28 avril 2026. Et parfois ces contrôles occasionnent des saisies de cocaïne importantes. | MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE

« Ils sont ingénieux et on s'adapte pour répondre ! »

«Au Havre, c'est un trafic qui s'organise par plateformes logistiques avec des équipes plus ou moins structurées de récupérateurs qui font transiter cette drogue, détaille le commissaire divisionnaire Jérémie Dumont, patron de l'antidrogue et chef du SIPJ, Service interdépartemental de police judiciaire, basé à Rouen. Ils sont ingénieux, organisés et on s'adapte pour répondre !»

Depuis 2021, une antenne de l'Ofast, et une Cross (Cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants) créée en septembre 2025, permettent à plus d'une trentaine de personnes dédiées de mieux partager les renseignements entre les différents services de l'État concernés : police, gendarmerie, douanes, dockers, port...

«Comme on a affaire à de la criminalité organisée, souvent internationale, les impôts et des services étrangers entrent également dans la boucle.»

Les villes moyennes et les campagnes fortement touchées

Mais il n'y a pas que dans les ports que les trafiquants s'organisent. En novembre 2024, dans la nuit, un homme a été tué par balles sur un point de deal, à Pont-Audemer, ville de l'Eure peuplée de 10 000 habitants, au bord de l'autoroute A13. Le fléau du trafic de drogues se déplace vers des villes moyennes et les zones rurales.

«C'est un marché, donc les trafiquants vont là où il y a des consommateurs», explique le procureur de la république d'Évreux, Rémi Coutin, qui appelle à un véritable sursaut au plus haut niveau de l'État. Il faut dire que le magistrat a une juridiction proche de la région parisienne. Évreux, Vernon, Pont-Audemer, et leurs campagnes, sont faciles d'accès. Régulièrement, gendarmes et policiers parviennent à démanteler des réseaux, comme début avril, où 11 personnes d'une même famille ont été interpellées à Pont-Audemer. «On doit garder la foi, mais honnêtement parfois on a l'impression de vider la mer à la petite cuillère, confie le magistrat. À peine a-t-on démantelé un réseau qu'un autre prend la place.»

Et si pour lui la solution passe par du répressif, «il faut que les pouvoirs publics accentuent leur travail, pour une prise de conscience de la dangerosité des produits qui circulent ».

Parmi les quartiers gangrenés par le narcotrafic, celui de La Madeleine, à Évreux (Eure), où régulièrement des points de deal sont démantelés. | OUEST-FRANCE

Des livraisons à la Uber

À Caen, comme dans la plupart des villes, les points de deal se font de plus en plus rares. «Avant, on allait dans un lieu bien défini pour acheter, explique cet ancien consommateur. Maintenant, ils passent par des réseaux sociaux, souvent cryptés et ils se font livrer par des gens au-dessus de tout soupçon, souvent des étudiantes. Elles se font approcher en soirées et font ça pour l'argent de poche.» Ce qui complique le travail des enquêteurs.

Un policier manchois confie que des effectifs supplémentaires ne seraient pas superflus. «Surtout quand on annonce à tour de bras que c'est une priorité nationale.» Même son de cloche pour ce gendarme normand qui connaît bien le narcotrafic. Selon lui, «les coups de com'réguliers des politiques» sont plus de la poudre aux yeux qu'autre chose. «Notamment au Havre, où on a plus redistribué des moyens existants qu'autre chose.»

En immersion avec les pompiers « dronistes » pour lutter contre un feu de végétation en forêt

Sylvain Auffret

7-9 minutes

On les voit de plus en plus lors d'interventions : les pompiers pilotes de drones. Fin avril 2026, deux d'entre eux étaient mobilisés sur un feu de forêt à Petit-Couronne, en Seine-Maritime. Entre repérage et aide directe, leur contribution est précieuse.



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 3 Mai 2026 à 12h35 Temps de lecture: 2 min

L'été est encore loin, mais la saison des incendies de forêts pourrait bien avoir déjà démarré dans l'agglomération rouennaise. Dans la [soirée du samedi 25 avril 2026](#), un feu s'est déclaré dans la forêt de La Londe-Rouvray à Petit-Couronne, dans un secteur situé non loin de la sud 3. C'est la végétation au sol qui a brûlé.

Les flammes éteintes, le feu a continué à couvrir par endroits sous la tourbe. Parmi les pompiers mobilisés pour éteindre cette myriade de points chauds deux pilotes de [drone](#) : le sergent Jason Leflon, sapeur-pompier volontaire à Franqueville-Saint-Pierre et chef d'unité Atlas (Appareils télépilotés de lutte d'appui et de secours), et Yann Lebas, sapeur-pompier professionnel venu du Havre pour l'occasion.





Les dronistes opèrent au sein du périmètre sinistré pour repérer les feux couvants sous la tourbe. - PN

La limite des zones brûlées

Les yeux rivés sur l'écran de sa télécommande, Jason scrute le sol de la forêt filmé par son drone à une quarantaine de mètres au-dessus des arbres.



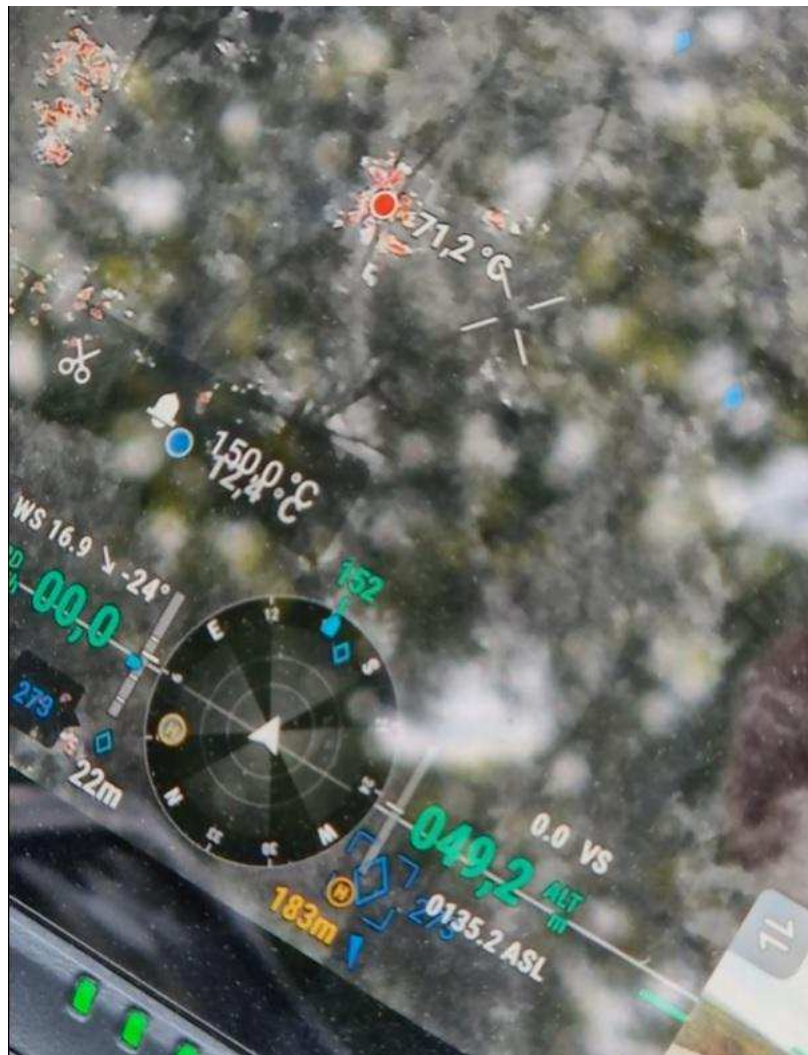
L'opérateur drone repère sur les images du drone, le terrain brûlé et celui qui ne l'est pas. - PN

« Il y a une demi-douzaine de formateurs et une trentaine de pompiers formés au pilotage de drone dans le département. »

Jason Leflon, Sapeur-pompier

« Là, ces zones, c'est ce qui a brûlé, ce qui est encore vert n'a pas été touché », indique-t-il le doigt pointé sur son écran à côté de sa voiture

garée dans un chemin forestier, d'où sont visibles les camions-citernes feux de forêts (CCF) à l'intérieur. Il place un repère en forme de losange bleu aux endroits repérés et définit ainsi un périmètre, calculé à 1,7 hectare. Grosso modo ce qu'un collègue droniste, passé dans la soirée, avait établi lui-même.



L'opérateur, en marquant ces contours, délimite un périmètre et permet au commandement d'adapter son dispositif. - PN

Plus facile vu du ciel

« Il y a une demi-douzaine de formateurs et une trentaine de pompiers formés au pilotage de drone dans le département, il s'agit d'une spécialité mais ils continuent de faire des interventions classiques », détaille Jason Leflon. « Pour nous c'est utile pour la remontée d'information. Si on constate que le périmètre a augmenté, parce que depuis le sol on ne s'en rend pas toujours compte, le commandement peut décider d'augmenter le dispositif (envoyer des renforts, NDLR) », estime le lieutenant Olivier Drault, chef de groupe Rouen et commandant des opérations de secours sur cette intervention.

Caméra thermique

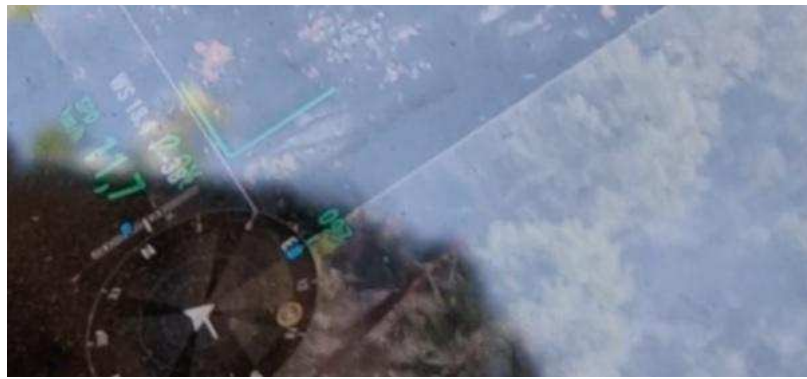




Le duo vient de faire décoller le drone pour un nouveau vol afin de répertorier les zones chaudes - PN

Le drone se pose, Yann Lebas l'éteint, replie ses pales, le range et le duo part en voiture se positionner de l'autre côté du périmètre. Dans un chemin qui s'enfonce dans la forêt, perpendiculairement à la Sud 3.
« J'essaye toujours de mettre dans un endroit discret pour ne pas que les automobilistes se déconcentrent en nous regardant et causent un accident », explique Jason Leflon. Yann Lebas pilote le drone désormais, pour *« cartographier les points chauds »*. À la caméra thermique, ils apparaissent en taches rouges sur l'écran, avec des températures qui s'affichent, 120, 130, 150 degrés. Ils se concentrent dans un coin du périmètre.





Grâce à sa caméra thermique, le drone mesure les températures des points chauds, ici une mesure à 161,7°C. - PN

350 à 400 degrés

Au sol, les fumerolles permettent de détecter les feux couvants à l'œil nu. Après la pulvérisation d'un produit, dilué dans l'eau, destiné à étouffer ces feux, les pompiers les éteignent avec des outils de jardinage et des lances à incendie alimentées par les CCF, qui doivent régulièrement aller refaire le plein de 3 500 à 4 000 litres d'eau.



Les camions-citernes feux de forêts (CCF) transportent plusieurs milliers de litres d'eau pour permettre aux pompiers d'utiliser leur lance à incendie dans les bois. - PN

Le sol fume à différents endroits, une toute petite flamme brûle à l'extrémité d'un petit bout de tige. « *Pour le moment on n'apporte pas de réelle plus value, mais tout à l'heure quand les plus voyants auront été éteints, le drone pourra repérer ceux qui couvent encore en dégageant peu de fumée* », détaille Jason Leflon, qui a pénétré dans la zone à proprement parler.





Un sapeur-pompier éteint les flammes à l'aide d'une lance à incendie. - PN

Yann Lebas a fait descendre le drone sous le couvert des arbres. Les mesures de températures sont plus précises. « *J'en ai eu un à 350-400 degrés* », dit-il. La température de la flammèche aperçue. Le temps d'achever ce travail de fourmi, les sapeurs-pompiers ne se sont retirés que dans la nuit du dimanche au lundi.

Lire aussi



[Cent dix-sept vols dans des voitures près de Rouen : l'un des auteurs était-il contraint ?](#)



Des feux de végétaux précoces inquiètent les pompiers, ils se mobilisent pour sensibiliser aux risques d'incen

Véronique Arnould

5-6 minutes

Les incendies de champs et de forêts, c'est un problème qui se pose désormais de plus en plus tôt dans la saison. Dès la fin du mois d'avril, on observe plusieurs feux de végétaux. Les pompiers de la Seine-Maritime se préparent à intervenir le plus vite. Explications.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Ce sont souvent des incendies impressionnants qui peuvent prendre beaucoup d'ampleur, il s'agit des feux de végétaux en période estivale. Ce printemps 2026, les pompiers de la Seine-Maritime sont déjà sortis plusieurs fois pour ce type d'incendies. En cause notamment, la sécheresse des sols par manque de pluie.

Le 25 avril 2026, [près de deux hectares de forêts sont partis en fumée](#) près de Rouen. Une enquête est en cours pour connaître les causes du départ de ce feu dans un espace naturel. Quatre jours plus tard, les flammes, visibles de loin, ont ravagé un champ de miscanthus, dans le pays de Bray : [près de 20 hectares brûlés à Grigneuseville. Le feu serait parti d'un engin agricole.](#)

C'est accidentel, l'incendie est parti lors de la récolte avec la machine : avec un vent à 60 km/heure et des cultures de 4 mètres de haut, les flammes ont atteint 8 mètres de haut, s'est allé très vite. La première réaction, c'est 10 ans de travail qui partent en fumée.

Laëtitia Dehosse - Exploitant agricole EARL de Bellevent

Un troisième feu a également touché un secteur de l'agglomération rouennaise, provoqué par l'incendie d'une voiture à Saint-Etienne-du-Rouvray. Les pompiers le rappellent, *"le feu ne s'allume pas tout seul, 90 % des feux de forêt sont d'origine humaine"*.

Ce printemps, la Normandie est touchée par une sécheresse. [Selon le site InfoSécheresse](#) : la Seine-Maritime est en "sécheresse modérée" et les quatre autres départements de la région en "grande sécheresse". En cause, les faibles précipitations du mois d'avril, associées à de fortes chaleurs pour la saison, le végétal se dessèche plus vite.

Les pompiers constatent les conséquences du réchauffement climatique. À Petit-Couronne, lors du feu de forêt, *"il est parti du sol et s'est rapidement propagé à la végétation morte"*.

Le feu est parti du sol et s'est rapidement propagé à la végétation morte mais également avec un début de propagation à la végétation vivante. Le végétal se dessèche et présente un risque d'inflammabilité accrue.

Samuel Perdrix - Responsable Feux de forêts et espaces naturels au SDIS 76

durée de la vidéo : 00h02mn00s



Un reportage de Medhi Weber et Stéphane Géraïn • ©France Télévisions

En 2019, près de 600 hectares sont partis en fumée, dans l'Eure et la Seine-Maritime. Les pompiers décident alors d'adapter leurs réponses face à la sécheresse. Les Services d'Incendie et de Secours (SDIS) sont désormais en lien avec les réseaux agricoles.

"On a établi une communication avec la chambre d'agriculture pour croiser les indicateurs de risques de feux et les activités agricoles. Cela nous permet de positionner par avance des moyens sapeurs-pompiers au plus près des activités agricoles en période de risque" détaille Samuel Perdrix.

En parallèle, les pompiers se rapprochent également de l'ONF (Office National des forêts) pour profiter des compétences de leurs agents. Ils peuvent apporter des précisions sur la meilleure façon d'intervenir sur un feu de végétation. *"On apporte des éléments pour qu'ils gagnent du temps"*, précise un responsable de l'ONF.

On est là pour les épauler. on connaît bien le terrain, on repère les accès pour les pompiers, on peut leur détailler le type de végétation présente dans le sens du feu ou encore les points sensibles à protéger, comme

des espèces fragiles ou des maisons forestières.

Michaël Boucheny - Coordinateur et référent de la mission défense des forêts contre les incendies ONF

Tous ses professionnels le rappellent : dès le printemps et ce, même en Normandie, [les risques d'incendie sont en augmentation](#). Ils demandent à la population d'être vigilants. Quelques réflexes simples : ne pas jeter son mégot, ne pas laisser son feu en dormance, il risque de repartir avec le vent et ne pas faire de barbecue trop près de la végétation.

Attention, la police municipale peut désormais contrôler la vitesse dans cette commune de Seine-Maritime

Xavier Togni

4-5 minutes

Equipée d'un cinémomètre, la police municipale est en mesure de contrôler la vitesse des automobilistes sur le territoire communal.

Explications.



Par [Xavier Togni](#)

Publié: 4 Mai 2026 à 06h20 Temps de lecture: 2 min

Les contrôles de vitesse vont être plus fréquents à Criel-sur-Mer, près du Tréport. En effet, depuis ce mardi 28 avril 2026, la police municipale peut disposer d'un cinémomètre, un radar mobile sous forme de jumelles, permettant de mesurer la vitesse des véhicules.

La commune ne l'a pas acheté, elle a signé une convention avec sa voisine de [Petit-Caux](#), qui lui prêterait celui que sa police rurale possède déjà : un modèle Prolaser. En contrepartie, Criel aura à sa charge « l'étalonnage » de l'appareil, opération effectuée tous les trois ans pour vérifier qu'il est bien réglé. Un accord similaire existe depuis plusieurs années entre la ville d'Eu et Incheville.





Les policiers municipaux pourront disposer du cinémomètre de leurs collègues de Petit-Caux. Un appareil similaire à celui utilisé par les agents de la ville d'Eu. - (Photo d'archives)

Les deux agents criellois, tous deux d'anciens gendarmes, sont parfaitement formés au maniement de cet équipement, qu'ils se verront confier une semaine par mois. Ils pourront ainsi procéder à des contrôles sur le territoire communal, en plus de ceux que la gendarmerie peut mettre en place. La municipalité renforce « *les moyens d'action de sa police municipale, dans le cadre de ses missions de sécurité routière et de prévention des infractions au code de la route* », indique un communiqué.

« **Sauf les grands excès de vitesse** »

L'objectif premier est « *de sensibiliser les usagers et de renforcer la sécurité de tous* ». « *Ce matin* (mardi 28 avril, NDLR), *nous avons surtout ciblé les zones 30, dans le centre-bourg, et nous n'avons pas relevé d'infractions* » confie l'un des agents. Dans un premier temps, souligne le nouveau maire de Criel, Eric Pruvost, ils ne verbaliseront pas, « *sauf les grands excès de vitesse* », et feront surtout preuve de « *pédagogie* ». Mais ensuite, ils seront moins indulgents avec les contrevenants. Les conducteurs au pied lourd sont prévenus.

Lire aussi



[Près de Dieppe, une nouvelle usine à 25 millions d'euros en construction :](#)
[« Un vaisseau amiral »](#)



Le Havre, Rouen ou Évreux : où risque-t-on le plus d'être cambriolé ?

Christophe Frebou

4-5 minutes

Faisons parler les chiffres. Retrouvez, toutes les deux semaines, notre rendez-vous, le Match des datas, entre plusieurs villes de Normandie sur une thématique. Cette semaine : les cambriolages.



De Rouen, du Havre ou d'Évreux où risque-t-on le plus d'être cambriolé ?

- Photo d'illustration Pixabay



Par [Christophe Frebou](#)

Publié: 2 Mai 2026 à 18h01 Temps de lecture: 2 min

C'est un sujet on ne peut plus anxiogène. Celui des cambriolages. Qui n'a pas de petit pincement au moment de rentrer de week-end ou de vacances en disant « et si... ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

On le sait, les monte-en-l'air et autres crocheteurs ont leurs petites habitudes, leurs préférences. Ainsi, [selon les statistiques publiées par Verisure](#), parmi les leaders européens de l'alarme connectée à un système de télésurveillance, en Normandie, c'est le jeudi et le dimanche, particulièrement au cours des mois de juin et d'août que les voleurs agissent le plus souvent. Des chiffres qui diffèrent avec les tendances

nationales où les jours où les tentatives de cambriolage s'effectuent davantage les vendredis, lundis et samedis.

On connaît le jour mais on ne connaît pas encore la ville. De Rouen, le Havre, Évreux ou encore Dieppe laquelle enregistre le plus de cambriolages ? Pour le savoir, il faut se tourner [vers les données du ministère de l'Intérieur publiées chaque année.](#)

C'est logique, c'est la taille qui fait la différence. Hormis en 2023, au cours de ces dix dernières années, c'est au Havre que les forces de l'ordre ont relevé le plus de cambriolages. Un chiffre qui diminuait de 2016 (701 cambriolages) à 2023 (331) avant de repartir à la hausse au cours des deux dernières années (532 en 2025).

Après un pic à Évreux en 2022

C'est donc tout aussi logiquement que Rouen suit à bonne distance (sauf en 2023, donc) avec 349 cambriolages en 2025. Bien plus loin, on retrouve Évreux (126) puis Dieppe (51).

Pour autant cela ne répond pas à la question du risque. Pour cela, il faut comparer le total de cambriolages au nombre de logements. Alors, tout change. Si au Havre le ministère de l'Intérieur relève 5,6 cambriolages pour 1000 logements au Havre (donc un risque de 0,56 % que ce soit votre tour une fois dans l'année), il est tout de même de 4,7 à Évreux, c'est-à-dire plus qu'à Rouen (4,6) et Dieppe (2,5). En 2022, *annus horribilis*, il était monté à Évreux à 7,6 pour 1000, soit deux fois qu'au Havre. Depuis deux ans, pour la plus grande satisfaction des Ébroïciens, ce chiffre est donc en chute libre. Alors qu'au Havre, c'est l'inverse. Il avait été divisé par deux entre 2016 et 2023 (passant de 7,6 à 3,5) avant de remonter en flèche au cours de ces deux dernières années.

Des chiffres à mettre en parallèle avec les 9,3 pour 1000 enregistrés à Marseille, les 7,8 pour 1000 d'Avignon. Mais aucune commune de Seine-Maritime ou de l'Eure ne figure parmi les 50 le plus souvent cambriolées de France.

Lire aussi



Françoise Mabile, première femme sapeur-pompier, partage son parcours près de Dieppe

Paris Normandie

4-5 minutes

Figure pionnière de la féminisation des sapeurs-pompiers en France, Françoise Mabile partagera son expérience et son combat ce samedi 2 mai 2026 à Saint-Nicolas-d'Aliermont, où elle dédicacera son livre.



Par la rédaction

Publié: 1 Mai 2026 à 16h12 Temps de lecture: 2 min

Françoise Mabile, première femme pompier en France, sera l'invitée d'honneur lors des journées portes ouvertes du centre d'incendie et de secours de Saint-Nicolas d'Aliermont ce samedi. Elle y dédicacera son livre, le fruit de tout un combat.

Incorporée en 1974 au centre de secours de Barentin, à l'âge de 24 ans, en tant que [sapeur-pompier](#) volontaire, passée professionnelle en 2011, elle n'a eu de cesse de lutter pour intégrer les femmes à un métier de terrain jusque-là exclusivement réservé aux hommes, soutenue à l'époque par Françoise Giroud et Simone Veil.

« J'avais envie de raconter mon histoire »

« J'avais envie de raconter mon histoire et dire aux femmes qu'elles ne doivent pas avoir peur, qu'elles doivent avoir le courage d'aller de l'avant pour être pleinement reconnues dans ce métier. Il y a encore des choses à améliorer pour les femmes pompiers », explique-t-elle.

Elle assure avoir été bien acceptée par les collègues hommes. *« J'étais un sapeur-pompier comme les autres. Je n'avais pas peur du terrain, de monter à l'échelle. Il n'y avait pas de tenue prévue pour les femmes. J'étais la première. Il y avait un collègue qui avait à peu près le même gabarit que moi et me prêtait son casque, ses bottes, sa veste. »*

Portes ouvertes samedi 2 mai de 10 h à 17 h. Manœuvres, stands d'information et de prévention, initiation aux gestes qui sauvent, exposition de véhicules anciens.

Aire de grand passage près d'Eu : l'État impose un site pour 200 caravanes des gens du voyage

Xavier Togni

7-8 minutes

Faute d'accord entre intercommunalités, la préfecture a tranché : une aire de grand passage destinée aux gens du voyage sera aménagée dans le parc d'activités Bresle maritime, près d'Eu. Ce projet, prévu de longue date, suscite déjà des inquiétudes locales, notamment sur la circulation et l'impact économique.



Par [Xavier Togni](#)

Publié: 2 Mai 2026 à 18h02 Temps de lecture: 2 min

Une aire de grand passage pour les gens du voyage, pouvant accueillir 200 caravanes, va être aménagée près de la ville d'Eu, dans le parc environnemental d'activités Bresle maritime, sur le territoire de Saint-Quentin-Lamotte. Le site de 4 hectares qui a été retenu se trouve au fond de cette zone, en face du transporteur JMS et de l'usine SGD Pharma. La décision de l'implanter à cet endroit a été prise par la préfecture de la Somme. Après plusieurs mises en demeure, depuis 2017, les services de l'Etat ont tranché à la place des deux communautés de communes qui devaient s'entendre pour trouver un site d'implantation : celle des Villes sœurs (CCVS) et celle du Vimeu (CCV).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)





Des gens du voyage en route pour de grands rassemblements s'arrêtent tous les étés dans la région. Et s'installent illégalement sur des terrains privés ou publics, faute d'aire d'accueil de grand passage. - (Photo d'archives)

La préfecture rappelle que cette aire, prévue sur le littoral normand et picard, est « *inscrite au schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de la Somme et de la Seine-Maritime* ». Elle souligne : « *Depuis plusieurs années, la CCVS et la CCV échangent pour trouver un terrain sur leurs territoires afin d'accueillir le projet, sans succès.* » Comme les deux structures n'ont pas répondu à cette obligation légale, « *l'État doit se substituer à ces dernières pour réaliser l'aire d'accueil (article 3 de la loi Besson du 5 juillet 2000)* ».

« On n'a pas trouvé de consensus, jamais personne n'a proposé de solution »

Eddie Facque, Président de la communauté de communes des Villes soeurs

Le processus de substitution était déjà lancé. Il s'est d'abord traduit par la consignation d'une somme de 500 000 euros, 250 000 pour chaque collectivité, pour la construction de l'aire. [Ce terrain](#) a été ciblé dès 2023. Puis une étude technique de faisabilité a été menée par les directions départementales des territoires et de la mer (DDTM), de la Seine-Maritime et de la Somme. Cette étude ayant abouti, « *elle conduit à la signature d'un arrêté inter-préfectoral* », par les deux préfets. Il sera notifié dans les prochains jours aux présidents des deux intercommunalités, tous deux réélus.



Le terrain de 4 hectares se situe au fond de la zone d'activités, en bordure de la voie qui donne accès à l'usine SGD Pharma. - (Photo d'archives)

« Les services de l'État ont opéré un recensement de l'ensemble du foncier disponible et adéquat, avec des critères techniques sélectifs

(dimension, accessibilité, aménagements etc.). Après analyse, ce site est celui qui répond le mieux à ces critères », souligne la préfecture. Qui annonce : « Les marchés publics seront passés dès que possible, conformément aux procédures en vigueur. »

Lors du dernier conseil communautaire des Villes sœurs, le sujet n'était pas à l'ordre du jour, et peu d'élus étaient au courant. Mais le maire de Mers et ancien député, Emmanuel Maquet, a interpellé le président, regrettant que cette aire se retrouve au cœur du parc d'activités. Eddie Facque a reconnu : « Ça fait désordre. » D'autant que cette parcelle de 4 hectares avait été achetée 200 000 euros et viabilisée, pour permettre le développement de la zone et l'installation de nouvelles entreprises. Des contacts auraient été pris, en lien avec le chantier EPR de Penly. Il note cependant : « On n'a pas trouvé de consensus, jamais personne n'a proposé de solution, la CCV ne nous a pas non plus beaucoup aidés. Il fallait que ça tombe, nous payons notre inactivité. »

«Cela risque de bouchonner»

Pour Raynald Boulenger, maire de Saint-Quentin-Lamotte, le site retenu est un très mauvais choix. Il met en garde contre les problèmes de circulation que cette implantation pourrait poser. « Si une centaine de caravanes arrivent en même temps, il faudra bien qu'elles stationnent quelque part en attendant de rentrer, cela risque de bouchonner. » Et cela rendrait difficile, voire impossible l'accès aux entreprises pour le personnel, les visiteurs, les camions de livraison. L'élus évoque aussi la sécurité, le passage des secours en cas d'incendie, en particulier chez SGD, une verrerie avec des fours.

Eddie Facque insiste : « Nous n'avons pas dit notre dernier mot. Nous n'engagerons pas de recours, nous allons plutôt négocier. » Selon lui, la CCVS pourrait essayer de proposer un autre de ses terrains dans ce secteur.

Lire aussi



Rouen : salaires, retraite et droit des travailleurs, les revendications, dans le cortège du 1er-mai

Mélanie Bourdon

4-5 minutes

Un millier de personnes se sont réunies afin de défiler dans les rues de Rouen, à l'occasion du 1er-mai. Sans surprise, le pouvoir d'achat arrive en tête des revendications des manifestants.



Les syndicats et travailleurs se sont retrouvés pour le traditionnel défilé du 1er-mai. - Paris Normandie



Par [Mélanie Bourdon](#)

Publié: 1 Mai 2026 à 13h23 Temps de lecture: 2 min

Un millier de personnes se sont retrouvées dans les rues de Rouen, vendredi 1er mai 2026, pour le traditionnel défilé. En tête des revendications des manifestants : le pouvoir d'achat en baisse et la dégradation des conditions de travail.

« Même si nous sommes encore lycéens, nous sommes solidaires avec les travailleurs. Nous venons défendre les droits des salariés », confie une jeune fille qui porte haut une pancarte. Son amie poursuit : « nous

sommes également là pour défendre l'égalité des femmes et des hommes au travail ».

Un peu plus loin, Franck Beauvalet rappelle que le 1er mai célèbre également : « *les travailleurs qui se sont battus, dans l'histoire, pour les droits du travail* ». Aujourd'hui, les combats se portent surtout, selon le manifestant, sur : « *l'amélioration des conditions de travail, un départ à la retraite dans de bonnes conditions* ».



Les antifas ont donné de la voix dans le cortège du 1er mai à Rouen. - Paris Normandie

(« Je suis là pour le 1er mai comme tout syndicaliste qui se respecte »

Sylvie Aglave, syndicaliste Unsa

Pour Sylvie Aglave, retraitée engagée et secrétaire à l'Unsa du CHU de Rouen : « *je suis là pour le 1er mai comme tout syndicaliste qui se respecte. Aujourd'hui, nous devons défendre le pouvoir d'achat. Et l'état de la France m'inquiète, pour mes enfants et mes petits-enfants* ».

Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, s'était joint au cortège : « *nous sommes là pour défendre la dignité des travailleurs* ».

Le cortège s'est élancé du cours Clemenceau, a remonté le pont et la rue Jeanne-d'Arc avant de tourner rue Jean-Lecanuet pour rejoindre l'Hôtel de ville de Rouen.

Lire aussi



Drogue et Narcotrafic en Normandie. « Notre rôle face aux réseaux, c'est de créer une dynamique positive et ambitieuse »

Nicolas Denoyelle

8-10 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

À Dieppe (Seine-Maritime), l'association Foyer Duquesne, a fêté ses 60 ans l'an dernier. En ce printemps 2026, elle suit près de 350 jeunes, grâce notamment au travail des éducateurs de rue. Alcoolisme, prostitution, drogues, violences, sont autant de sources de marginalisation. Face à ces fléaux et aux réseaux, l'association met en place des actions au plus près des gens, en créant des projets qui les sortent de leur environnement.



Alexis Douala devant une pancarte historique du foyer qui a fêté ses 60 ans, pancarte à peine visible de la rue, "pour que ceux qui souhaitent venir ne soient pas stigmatisés". | OUEST-FRANCE

Publié le 03/05/2026 à 17h44

Implantés dans le vieux [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), sans signe extérieur apparent, les bureaux du foyer Duquesne permettent aux salariés de se retrouver pour travailler et si besoin d'accueillir ceux qui nécessitent de l'aide. En ce début de printemps 2026, Alexis Douala, son directeur, finit une réunion avec la psychologue qui intervient une fois par semaine à leurs côtés. «Avant on l'avait tous le temps mais on n'a pas eu les financements pour la garder tous les jours. Enfin, une fois par semaine c'est toujours mieux que rien.»

Lire aussi : [PTC, protoxyde d'azote... Des lycéens face aux gendarmes dans le Calvados, pour un échange sans filtres](#)

Les quartiers comme les centres-villes

Alexis Douala, 47 ans, est un convaincu, même si évidemment il constate régulièrement le manque de moyens alloués au social, à [la santé mentale](#)... Comme son père avant lui, il dirige ce foyer associatif qui emploie 14 personnes, dont 5 éducateurs de rue, spécialisés dans la prévention de la marginalisation. «Notre plus-value c'est d'être dans la rue, aux côtés des gens.» Dans les quartiers mais pas seulement. «Il y a aussi beaucoup de personnes en voie de marginalisation dans les centres-villes, il ne faut pas croire.»

Au plus près, dans la rue

Sa structure a surtout vocation à accompagner les 11-25 ans et leurs familles. «Nous faisons de la prévention spécialisée et dans ce cadre nos missions sont rattachées à la protection de l'enfance.» Avec cette spécificité des éducateurs de rue. «On va à la rencontre des jeunes et des familles, dans les lieux qu'ils fréquentent et sans profil défini. On déploie notre présence et on établit le contact. Ça peut être en jouant au foot, au basket dans un city stade. On a aussi une éducatrice qui a un chien et fait de la médiation animale. Ensuite on essaye d'aider ceux qui ont des problèmes, de natures variées, mais seulement s'ils le veulent bien.»

« Et après que fait-on pour eux »

Et les raisons de début de marginalisation sont multiples : la prostitution, les violences familiales, mais aussi la drogue. «On ne fait pas d'approche frontale. On passe par les loisirs, l'insertion professionnelle pour créer du contact. Aider un jeune qui veut se sortir de l'addiction ça demande un accompagnement personnalisé avec l'aide d'autres structures. Et il ne faut pas travailler que l'individu, mais aussi son environnement et c'est ce qui est complexe. Par exemple, un jeune sort de cure, on l'aide à trouver un travail, un appartement. Ses copains, qui souvent n'ont pas leur propre logement, vont venir chez lui. Ils vont consommer devant lui et malheureusement le risque de rechute est grand dans ce cas-là.»

Lire aussi : [GRAND FORMAT. Narcotrafic : Le Havre reste l'une des principales portes d'entrée de la cocaïne, mais les trafiquants s'adaptent](#)

Même problème pour la vente de stupéfiants. «On est à Dieppe, ce n'est pas une plaque tournante, mais la drogue existe et c'est un monde violent. Nous ne sommes pas là pour juger, derrière, il y a des symptômes. Alors pour faire face, on monte des actions avec une dynamique positive, ambitieuse et, valorisante.»

La dernière est un gros travail sur l'esclavage proposé par une jeune. «Avec un groupe de gamins, nous sommes allés à Nantes, Rouen et le

12 mai on va être reçu par la présidente de l'Assemblée nationale dans le cadre de l'anniversaire de la loi Taubira. Ça a de la gueule et ça rend fier !» La mission se termine alors pour le foyer. «Mais une fois que c'est fini, la vie reprend et après que fait-on pour eux ?»

Péages. Il faut payer plus cher pour les ponts de Normandie et de Tancarville : les nouveaux tarifs en vigueur ce 1er mai

Célia Caradec

3-4 minutes

Alors que les automobilistes font face à une forte augmentation des prix des carburants, ils vont aussi devoir mettre la main à la poche pour traverser la Seine. Alors qu'ils étaient restés stables pour les voitures en 2025, les tarifs des péages des ponts de Normandie et de Tancarville augmentent, à compter du 1^{er} mai.

[Pour traverser le pont de Normandie](#), qui a fêté ses 30 ans l'an passé, au volant d'un véhicule léger (voiture sans attelage), il faudra désormais déboursier 6,10€ en tarif plein, soit une augmentation de 20 centimes par passage. **Comptez donc 12,20€ l'aller-retour**, contre 11,80€ aujourd'hui.

Pour le pont de Tancarville, le plein tarif est désormais fixé à 2,90€, soit une augmentation de 10 centimes. **Comptez 5,80€ l'aller-retour**.

Les abonnements aussi augmentent... après 30 ans de stabilité

Autre nouveauté : l'augmentation des tarifs des abonnements, qui n'avaient pas évolué depuis 1996, malgré l'inflation. Là aussi, le prix de chaque passage augmente de 20 centimes sur le pont de Normandie et de 10 centimes sur le pont de Tancarville.

Avec le pass Pont-Pont, il faudra donc déboursier 3,40€ sur le pont de Normandie et 2,10€ sur le pont de Tancarville.

Les abonnements Rivages et Tempo sont également revus à la hausse.

En 2025, on dénombrait un peu plus de 27 000 abonnés, en majorité des possesseurs du pass Pont-Pont.

Pourquoi ces hausses de tarifs ?

Ces augmentations visent à financer "un important programme de travaux" fait savoir [la CCI Seine Estuaire, gestionnaire des deux ouvrages](#). Les travaux d'entretien sur la période de 2026-2031 sont estimés à environ 275 millions d'euros. "Ces travaux sont indispensables

pour garantir la sécurité et la pérennité des ouvrages", affirme la CCI, qui rappelle que [quatre chantiers d'ampleur sont notamment prévus sur des éléments structurels](#), pour un coût estimé à 172 millions d'euros.

Sur le pont de Normandie, il s'agit de remplacer 25 haubans et de repeindre un ouvrage métallique et des béquilles du viaduc du Grand Canal. Sur le pont de Tancarville, la peinture va être entièrement reprise sur le tablier métallique et une protection des câbles porteurs va être mise en place.

Les tarifs des abonnements en détail

Abonnement Rivages - Pont de Normandie

- de 1 à 20 passages mensuels : 3,40€ par passage
- de 21 à 40 passages mensuels : 2,80€ par passage
- de 41 à 120 passages mensuels :
 - 2,80€ par passage pour les 40 premiers passages
 - 0,20€ par passage à partir du 41^e passage
- plus de 120 passages mensuels :
 - 2,80€ par passage pour les 40 premiers passages
 - 0,20€ par passage de 41 à 120 passages
 - 3,40€ par passage au-delà du 121^e

Abonnement Tempo - Pont de Tancarville

- de 1 à 20 passages mensuels : 2,10€ par passage
- de 21 à 48 passages mensuels : 1,81€ par passage
- plus de 48 passages mensuels :
 - 1,81€ par passage pour les 48 premiers passages
 - 2,10€ par passage à partir du 49^e

« L'impression de revenir 25 ans en arrière » : à Rouen, la communauté LGBT face à la peur des agressions

Robin Rioult

6-8 minutes

À Rouen, les alertes d'agressions visant la communauté LGBT s'inscrivent dans une tendance nationale préoccupante. Témoignages et chiffres officiels traduisent une hausse des actes et un climat d'inquiétude grandissant.



Les pancartes du cortège de la Marche des fiertés, à Rouen. Fiertés Colorées participe à son organisation. - Archives Stéphanie PERON CLEMENT/PND



Par Robin Rioult

Publié: 2 Mai 2026 à 12h35 Temps de lecture: 2 min

C'est un avertissement qui s'est rapidement propagé au sein de la communauté LGBT de Rouen et de ses environs. Le 14 avril 2026, le site web [spécialisé Gay Viking](#) a lancé un appel à la vigilance après plusieurs agressions signalées par des lecteurs et des utilisateurs d'applications de rencontres. Selon ces témoignages, un groupe organisé tente de voler

des voitures, ciblant spécifiquement la communauté LGBTI+ en tendant des guets-apens dans des lieux de rencontre habituels.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« On est toujours attentif, on garde toujours dans un coin de notre tête ce qui peut se passer. »

Josépha Vacquer, Fiertés Colorées

Contacté, le parquet de Rouen n'a pas répondu à nos sollicitations. Reste que la circulation de ces alertes montre bien une chose : dans la métropole de Rouen, les minorités sexuelles sont sur le qui-vive, et beaucoup craignent [de se faire agresser sur la voie publique](#).

Une vigilance permanente

Une réalité bien connue par Josépha Vacquer, membre du comité de direction du [centre Fiertés Colorées](#). « À Rouen, comme partout ailleurs, vous n'avez pas d'effusions affectives entre couple LGBT dans l'espace public, explique-t-elle. On est toujours attentif, on garde toujours dans un coin de notre tête ce qui peut se passer. On sait que ça peut très rapidement finir en embrouille. »

Une réalité qui imprègne le quotidien de l'association, habituée à recueillir la parole des minorités sexuelles. « Les violences comme celles évoquées font beaucoup parler, mais ce n'est que la partie immergée de l'iceberg, explique la militante. Fiertés Colorées intervient aussi beaucoup pour soutenir les personnes dans [le cadre familial et professionnel](#), là où les gens rencontrent le plus de difficultés au quotidien. »



Les pancartes du cortège de la Marche des fiertés, à Rouen. Fiertés Colorées participe à son organisation. - MASLARD BORIS - PND

Lorsqu'elle organise des événements, l'association fait toujours particulièrement attention. « On dit aux gens de ne jamais rentrer seuls après un rassemblement et de se changer, éventuellement. » Une vigilance renforcée après chaque mauvaise rencontre. « L'année dernière, à Rouen, en marge de la Marche des fiertés, une voiture, avec plusieurs hommes à bord, circulait autour du dispositif de sécurité. Ils

nous traitaient de pédales et d'autres noms d'oiseaux, se souvient Josépha Vacquer. Ils sont passés plusieurs fois, pour bien nous le faire comprendre. »

4 à 5 % des victimes portent plainte

Sur le plan associatif, en France, [SOS Homophobie](#) s'est spécialisée dans l'accompagnement des victimes. Stéphanie Galparoli est co-déléguée de l'antenne Normande. « *Rouen n'est pas le bon ou le mauvais élève, c'est vraiment une tendance nationale. C'est saisissant ! On a l'impression de revenir 25 ans en arrière ! Ces derniers mois, les gens parlent de plus en plus des agressions, des injures et des menaces. On ne sait pas encore si c'est parce que ça augmente encore plus, ou si c'est parce que la parole est en train de se libérer. »*

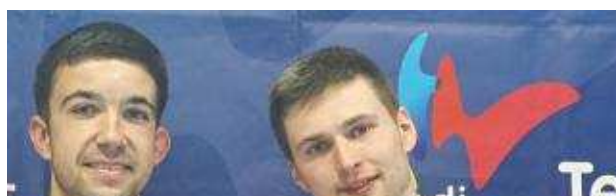
Seulement 4 à 5 % des victimes portent plainte. « *Les gens ne vont pas au commissariat pour des raisons très concrètes, résume Stéphanie Galparoli. Il y a cette honte d'assumer de s'être fait agresser pour ça déjà, ce n'est pas facile pour tout le monde. Et ensuite, comme dans toute agression, il y a des peurs liées à la procédure. Combien de temps ça va prendre ? Combien ça va me coûter ? »*

Conséquence, « *il est exceptionnel de voir ces faits au tribunal, parce qu'il faut aller au bout de la procédure, précise Stéphanie Galparoli. Lorsqu'on arrive à cette étape, c'est souvent parce que le ou la plaignante est bien entourée, par des proches mais aussi par des associations tierces ».*

Lire aussi



[Cent dix-sept vols dans des voitures près de Rouen : l'un des auteurs était-il contraint ?](#)



Manifestation du 1er Mai au Havre : ce jour férié, chômé et payé, « impossible de revenir là-dessus »

Nicolas Le Jean

5-6 minutes

Au Havre, la manifestation du 1er Mai a rassemblé jusqu'à 1 500 personnes selon les syndicats. La défense de ce seul jour obligatoirement férié, chômé et payé a compté dans cette mobilisation plus forte que l'an passé. Reportage.



Par [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 1 Mai 2026 à 16h35 Temps de lecture: 1 min

Devant [la maison des syndicats](#) du Havre, une banderole étale ce mot d'ordre en grandes lettres capitales noires sur fond jaune : « Travail le 1er mai ? Exclu ! ». Tout un symbole ce 1^{er} mai 2026 vers 10 h, alors que le gouvernement a renoncé – pour l'instant, [à autoriser certains commerces à employer des salariés le 1^{er} mai](#), seul jour en France obligatoirement férié, chômé et payé.



La défense du 1er Mai comme jour férié, chômé et payé a compté dans la

mobilisation au Havre, plus forte que celle de l'an passé. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

« Cette journée n'est pas un jour comme les autres. Elle porte une histoire, celle des luttes sociales, mais aussi celle des avancées obtenues par le dialogue, la négociation et l'engagement collectif », souligne à ce sujet l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-FSU-Solidaires dans sa prise de parole, fustigeant « certains [qui] ont envisagé de banaliser cette journée. » « On tient à notre 1er Mai, c'est impossible de revenir là-dessus. On va tout faire pour le garder », appuie en aparté Aurélie Legoy, secrétaire générale de l'UIP-CFDT du Havre et sa région.

« Il y a un petit regain. La tradition continue, c'est pas mal. »

John Barzman, Historien et membre du parti L'Après

Le cortège s'élance pour un parcours de deux heures à travers la ville. L'intersyndicale revendique 1 500 manifestants, notre comptage les évaluant à environ un millier. Beaucoup plus que l'an passé (au moins 500) en tout cas. « Il y a un petit regain. La tradition continue, c'est pas mal », apprécie John Barzman, historien et membre du parti L'Après.

Partis, élus, collectifs...

Côté politique, plusieurs représentants de partis de gauche battent le pavé. On note aussi la présence des maires de [Gonfreville-l'Orcher](#) et de [Rogerville](#), de conseillers municipaux d'opposition [du Havre](#), et du député PCF [Jean-Paul Lecog](#). Des associations ou collectifs citoyens donnent en outre de la couleur au cortège avec leurs drapeaux et banderoles : Le Mouvement de la Paix, Amnesty International, Collectif havrais contre la guerre et le fascisme... Ou avec leurs voix, à l'instar des Josettes Rouges, cette « chorale féministe révolutionnaire » du Havre.

Côté métiers, un large panel de professions est représenté (dockers, cheminots, soignants...), sans compter de nombreux retraités. Comme Patrick, qui s'insurge contre « les attaques sur le 1er Mai, ça dissimule la disparition, un jour, des jours fériés ». Il manifeste donc « pour le symbole », et pense aussi « à nos enfants, à nos petits-enfants. Il va falloir lutter pour éviter la retraite à 64, 65, 67 ans... ».

Le cortège comprend d'ailleurs plusieurs jeunes dont c'est le premier « 1er Mai ». Comme Simon, 15 ans, lycéen, qui apprécie l'ambiance de « cette journée dédiée aux travailleurs ». Ou Yséa, 16 ans, lycéenne, présente parce qu'elle trouve « la cause importante, celle de se battre pour garder le 1er Mai ». Et de compléter : « Si on le retire, au fur et à mesure, il n'y aura plus rien ».

Lire aussi

[Il tue sa jeune épouse enceinte : bain de sang à Sainte-Adresse en 1881](#)

[Football – Ligue 1 : le HAC n'y est pas encore, la venue de l'OM s'annonce déjà chaude](#)

EN IMAGES. Inondations, circulation déviée : retour sur l'orage brutal et intense qui a touché le secteur du H

Véronique Arnould

3-4 minutes

Un bref épisode orageux sur le secteur du Havre a perturbé la circulation samedi 2 mai dans l'après-midi, en vigilance jaune orage, l'ouest du département a subi un épisode intense. Retour en images.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Plaques d'égouts soulevées, rues immédiatement inondées, route déviée : le secteur du Havre a été confronté à un bref mais intense épisode orageux le samedi 2 mai dans l'après-midi. Sur les réseaux, les habitants ont partagé leurs vidéos et leurs images.

Les fortes précipitations ont charrié de la terre sur les routes, les rues en pente et encaissées ont immédiatement subi le déferlement de l'eau, comme le montrent ces images [du site Infos Trafic Le Havre tournées à Valmont près de Fécamp](#).

Le secteur de Saint-Sauveur-d'Emalleville a rapidement été bloqué par l'arrivée des eaux de pluie venant des champs. La D925 a été déviée, avant d'être rouverte à 17h, selon les informations de la gendarmerie de la Seine-Maritime. Ces images impressionnantes, d'Infos Trafic le Havre, montre précisément ce secteur où la circulation n'était plus possible pendant près de deux heures.

Les pompiers du service d'incendie et de secours (SDIS 76) sont également intervenus sur l'agglomération du Havre où une douzaine de locaux ont été inondés.

A Angerville l'Orcher, une voie a été inondée, rendue impraticable. Il s'agit de la rue des écoles.

Au Havre, le passage de cet épisode orageux est encore visible sur les routes, notamment dans le secteur du boulevard Jules Durand et du

boulevard de Léninegrad. Des voies sont encore fermées à la circulation, les égouts sont parfois bouchés par les végétaux et les déchets charriés par les fortes pluies. Ces images, de notre journaliste Danilo Comodi ont été tournées ce dimanche 3 mai dans le quartier du Stade Océane.

durée de la vidéo : 00h00mn07s



Perturbations au Havre au lendemain d'un orage intense • ©Danilo Comodi / France Télévisions

À noter que ce dimanche 3 mai, la Seine-Maritime reste en vigilance jaune orage. [Ils sont prévus, par Météo France](#), dans l'après-midi, à partir de 15h.

Le Havre. L'orage éclair inonde plusieurs axes et surprend les automobilistes

Marie-Ange Maraine

4-5 minutes

Au Havre, un violent orage a provoqué des inondations soudaines samedi 2 mai 2026 en milieu de journée, rendant plusieurs routes difficilement praticables et surprenant des automobilistes.



Par [Marie-Ange Maraine](#)

Publié: 2 Mai 2026 à 16h48 Temps de lecture: 1 min

Un épisode orageux bref mais intense a touché l'agglomération havraise samedi 2 mai 2026. En l'espace de quelques minutes, de fortes précipitations se sont abattues sur plusieurs secteurs, provoquant des inondations localisées et des difficultés de circulation.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Au Havre, plusieurs axes ont été rapidement submergés, notamment la rue de Verdun, la rue Sakharov, le boulevard Jules-Durand, la rue Jean-Jaurès, le boulevard Leningrad ainsi que le passage Deschaseaux. L'eau s'est accumulée sur la chaussée, rendant certaines routes difficilement praticables.

Des bouches d'égout qui se soulèvent

Des situations similaires ont été signalées au Grand Hameau, à Montivilliers, mais aussi à Gonfreville-l'Orcher et à Bréauté. Par endroits, la pression exercée par les eaux de ruissellement a entraîné le soulèvement de plaques d'égout, ont indiqué des internautes sur les réseaux sociaux, photos ou vidéo à l'appui.

Pris de court par la soudaineté et la violence de l'épisode, plusieurs automobilistes ont été contraints de ralentir ou de faire demi-tour face aux axes inondés. [L'orage](#), bien que de courte durée, a eu des conséquences immédiates sur la circulation avant un retour à la normale. À 16 h, les secours comptaient une douzaine d'interventions, essentiellement sur l'agglomération du Havre, notamment pour des inondations dans des

3 millions d'euros d'investissement dans le budget prévisionnel de Blangy-sur-Bresle pour 2026

Alan Sénicourt

3-4 minutes

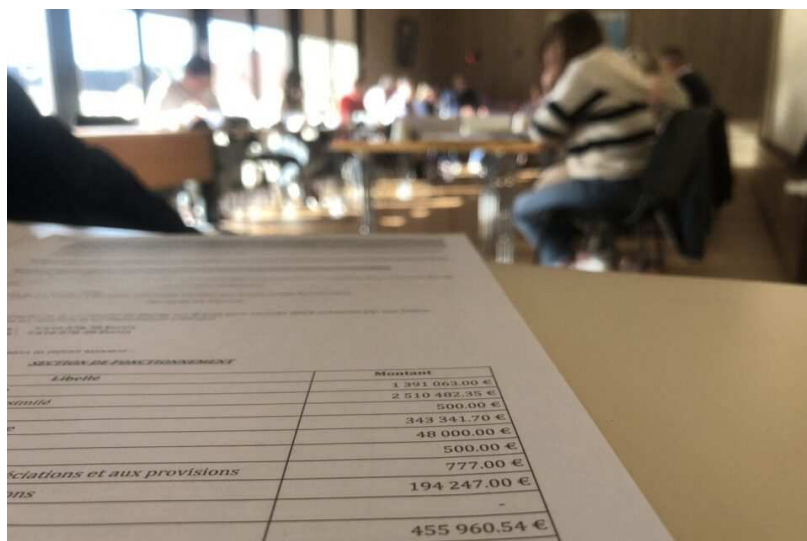
Mercredi 29 avril a été voté le budget prévisionnel de la Mairie de Blangy-sur-Bresle. Le conseil municipal a voté pour inscrire 3 millions d'euros dans la section d'investissement

Sur le même thème

[Budget](#)

[Travaux](#)

[Vallée de la Bresle](#)



Libellé	Montant
	1 221 063.00 €
	2 510 492.35 €
	500.00 €
	343 341.70 €
	48 000.00 €
	500.00 €
	777.00 €
Associations et aux provisions	194 247.00 €
ns	-
	455 960.54 €

Le conseil municipal de Blangy-sur-Bresle a voté le budget prévisionnel 2026 de la commune mercredi 29 avril. ©Alan Sénicourt

Par [Alan Sénicourt](#) Publié le 4 mai 2026 à 6h16

Passage obligé d'une municipalité chaque année au mois d'avril, le vote du budget prévisionnel s'est déroulé **mercredi 29 avril** à [Blangy-sur-Bresle](#).

Si la municipalité prévoit presque **5 M €** pour son fonctionnement, dont **2,5 M €** pour les charges du personnel et frais assimilés, la section d'investissement affiche un total de presque **3 M €**.

Parmi les plus grosses opérations d'investissement figure notamment les travaux de réhabilitation des sols et peintures du groupement scolaire

Charles-Fréchon, qui sont terminés. Pour rappel, depuis le **1er avril 2026**, les élèves profitent d'une cour de **4 400 m²** entièrement repensée, dont près de **2 800 m²** ont été désimperméabilisés.

À ce jour, le coût estimatif de cette opération est de **846 000 €** toutes taxes comprises. « Ce montant tient compte de l'estimation pour des travaux supplémentaires dus à la découverte après désamiantage de fissures au niveau des dalles hautes du sous-sol et du rez-de-chaussée », précise la maire **Valérie Garraud**.

Sur les **597 000 €** de l'opération hors taxes, la municipalité entend obtenir **80 %** de subventions. Si elle a déjà reçu 53 000 € du Département de **Seine-Maritime** pour la **phase 1** sur l'école maternelle, elle l'a sollicité à niveau afin de financer la **phase 2** pour que les deux opérations atteignent **30 %** du coût total de l'opération, soit 122 000 € pour la phase 2. La Mairie entend également demander une participation à l'État aux titres de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) à hauteur de **179 000 €** (30 %) et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) à hauteur de **20 %**, soit **119 000 €**. Si elle obtient ces subventions, l'opération coûtera **124 000 €** à la municipalité, financés sur fonds propres.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans ce budget prévisionnel, les autres grosses dépenses sont prévues pour les travaux de voiries à hauteur de **252 000 €** et la finalisation du financement des travaux de réhabilitation des logements sociaux du camp comtois, terminés à l'été 2025, pour **170 000 €**.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen : la préservation de la côte Sainte-Catherine tend la majorité, le projet de tour abandonné

Benoît Marin-Curtoud

6-7 minutes

La Métropole de Rouen veut aménager la côte Sainte-Catherine mais, face à une levée de boucliers écologiste, est en train revoir son projet en supprimant notamment une tour pédagogique de 19 mètres.



Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 30 Avril 2026 à 17h57 Temps de lecture: 1 min

Un sujet polémique qui divise la majorité socialo-éclo-communiste de [Rouen](#) : l'aménagement de la côte Sainte-Catherine. Ce projet, porté depuis plusieurs années par la [Métropole Rouen Normandie](#), avait été presque consensuel au sein de la majorité après moult concertations. Mais un arrêté de la préfecture, sollicité par la Métropole, a mis ce fragile édifice en péril.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Jeudi 30 avril 2026, le conseil municipal de Rouen a débattu du projet. Pour mémoire la Métropole envisage de reprendre le bas de la côte Sainte-Catherine pour en faciliter l'accès, espère créer des chemins piétonniers sur le haut de la colline calcicole pour mettre en valeur le site tout en limitant la circulation dans ses abords. Dans la version actuellement en examen du projet, une tour de 19 mètres de haut doit venir au cœur du site, tutoyer la cime des arbres sans la dépasser afin d'offrir un parcours pédagogique aux visiteurs.

Une dérogation laissant détruire des animaux dérange

Problème : pour créer les chemins et la tour, pour reprendre aussi l'actuel panorama, la Métropole a sollicité et obtenu de la préfecture une autorisation de destruction de certaines espèces protégées (des chauves-souris, des batraciens, des oiseaux notamment) ainsi que la destruction et le déplacement de leurs habitats. Une dérogation de

précaution car il n'est pas démontré que le projet entraîne nécessairement ces destructions. Des mesures compensatoires sont prévues.

La levée de boucliers, depuis la publication en mars de l'arrêté préfectoral, a été immédiate avec l'association Effet de Serre toi-même qui a dénoncé ce projet qu'elle avait amendé lors des concertations publiques.

« Une réunion récente de la majorité a sonné le glas de la tour qui était projetée et les deux places PMR dans la forêt sont remises en question », a expliqué l' élu écologiste Jean-Michel Bérégovoy lors du conseil municipal, faisant état de négociations discrètes mais tendues au sein même de la majorité municipale et métropolitaine. L'annonce n'a pas été contredite par le maire et président de la Métropole Nicolas Mayer-Rossignol.

L'ironie de cette annonce est au moins triple. Ce n'est qu'en réponse à une motion déposée par le groupe du centre et de la droite, incarné par Marine Caron que la majorité s'est dévoilée. La motion ne réclamait que « *de la transparence* » alors même que l'élue centriste dénonçait la contradiction apparente entre une majorité tendant vers la transition sociale et écologique et une dérogation autorisant la destruction d'espèces protégées.

Bérégovoy annonce la fin de la tour

Autre ironie : le refus de cette même transparence par les groupes de la majorité (écologistes, socialistes et communistes). Parce que la motion serait « *opportuniste* », pour Jean-Michel Bérégovoy qui tacle la « *conversion récente à l'écologie* » de l'élue Marine Caron, « *insincère* » pour Julien Vanhee (LFI), « *dans une stratégie de greenwashing* » pour le PCF Manuel Labbé tandis que Benjamine Ducerf (grouper Fiers de Rouen, PS) a souligné « *que le groupe de Marine Caron voulait le contournement Est bien plus destructeur du milieu naturel* », les groupes de la majorité ont voté contre la motion.

Résultat et dernière ironie, seuls le groupe de la droite et du centre et celui du RN, qui milite pour « *une écologie du bon sens* », ont voté pour cette motion qui, faut-il le souligner, ne réclamait qu'un peu de transparence pour un « *aménagement qui doit être responsable* ».

Lire aussi



« Cette inertie met en danger les cyclistes » : ils réclament une vraie piste sur le pont de Normandie

Christophe Frebou

5-6 minutes

Un collectif d'associations de cyclos appelle à une manifestation « festive » entre le Havre et le pont de Normandie afin de dénoncer le danger que constitue son passage à vélo. Rendez-vous vendredi 8 mai 2026.



Par [Christophe Frebou](#)

Publié: 1 Mai 2026 à 14h19 Temps de lecture: 2 min

Dans certains groupes de cyclistes amateurs on n'hésite plus à appeler son franchissement « le défi ».

Passer [le pont de Normandie](#) à vélo en est certes un, car il faut faire avec le renversement de vent lorsqu'on passe les énormes structures de béton. C'en est un autre quand il s'agit de se chauffer les mollets pour avaler le dénivelé. Mais s'en est surtout un parce qu'il relève du jeu d'équilibriste afin de ne surtout pas sortir de la bande cyclable concédée sur la chaussée empruntée par 7 à 8 millions de véhicules chaque année.

Un inconfort, voire une prise de risque, rédhibitoire alors que l'édifice, géré par la CCI Seine Estuaire, est censé assurer la liaison entre deux tronçons de la Vélomaritime, soit 1.500km de pistes ou de bandes cyclables entre les départements du Nord et de la Manche.

Et c'est pour cela que depuis plusieurs années et de façon récurrente les « cyclos » crient au danger. Trente et un ans après la livraison de l'édifice, en 1995, ce n'est pas le 1er mai qu'ils ont choisi de « faire le pont » mais bien vendredi 8 mai 2026 en organisant une « balade manifestive ».

« Des pistes... restées lettre morte »

C'est ainsi que tout un collectif d'associations de Seine-Maritime et du Calvados mais aussi et c'est à noter, la FFC (Fédération française de cyclisme) et la FFV (cyclotourisme) appellent à un rassemblement gare

du Havre dès 11h afin de pédaler jusqu'au pont de Normandie.

« *Depuis quatre ans, nous alertons, nous proposons, nous dialoguons... et pourtant rien ne bouge* », s'agace Christelle Cubaud, présidente [de l'AF3V](#) (Association française pour le développement des véloroutes et des voies vertes).

De son côté, Isabelle Bailleux, codirectrice de l'association La Roue Libre regrette que « *beaucoup de pistes d'améliorations ont été évoquées... mais toutes sont restées lettre morte. Cette inertie politique et technique met en danger les usagers cyclistes de tous âges et de tous niveaux. Il est devenu impossible de se contenter de six emplacements vélo actuels sur les lignes 39 et 122* ». La dirigeante fait référence à des places réservées sur les lignes de bus traversant le pont.

Mais pour ceux qui veulent, malgré tout, traverser le pont assis sur leur selle ou en danseuse, quelle solution envisager ? Le collectif [LH Vélorution](#) demande la fusion des espaces piétons et cyclistes en piste mixte suffisamment large et séparée du trafic routier par une bordure. En attendant sa réalisation, il revendique la mise en place immédiate d'une navette gratuite et fréquente permettant d'emporter une dizaine de vélos.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : le HAC n'y est pas encore, la venue de l'OM s'annonce déjà chaude](#)

[Football – Ligue 1 : le HAC maintenu après son résultat nul à Lille si...](#)

[Football – HAC : Mory Diaw, quand l'orgueil devient muraille. Les notes des Havrais](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



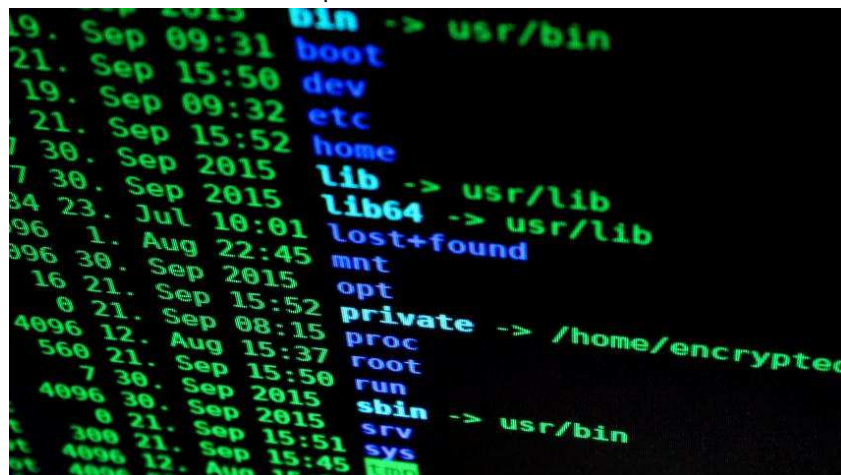
[Tirage au sort à Sainte-Adresse : serez-vous juré d'assises cette année ?](#)

Fécamp. Cyberattaques en série : le gouvernement encore interpellé par la députée de la 9e circonscription

Paris Normandie

4-5 minutes

Après la cyberattaque ayant touché l'ANTS et exposé les données de 11,7 millions d'utilisateurs, la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback a de nouveau interpellé le ministre de l'Intérieur pour demander des mesures concrètes face aux fuites répétées.



Le pirate aurait mis les données en vente sur le Darkweb dès le 16 avril, au lendemain de leur vol. - illustration pxhere



Par la rédaction

Publié: 29 Avril 2026 à 07h19 Temps de lecture: 1 min

Après la cyberattaque ayant touché l'[Agence nationale des titres sécurisés](#) (ANTS), la députée Horizons de la 9e circonscription de Seine-Maritime, Marie-Agnès Poussier-Winsback, a posé une nouvelle question orale sans débat (QOSD) au ministre de l'Intérieur, pour savoir

ce qui a concrètement changé depuis une précédente interpellation de février 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le 15 avril 2026, l'ANTS a détecté un incident de sécurité ayant entraîné la divulgation de données personnelles d'utilisateurs. 11,7 millions de comptes seraient concernés selon le ministère de l'Intérieur, qui a rendu l'information publique le 20 avril, soit cinq jours après la détection, alors que le pirate aurait mis les données en vente sur le Darkweb dès le 16 avril. Cet incident s'inscrit dans une série de violations majeures qui touche les systèmes d'information de l'État depuis le début de l'année.

La nécessité d'une réponse systématique

Depuis juin 2025, Marie-Agnès Poussier-Winsback avait déjà interpellé les ministres à trois reprises sur le sujet sans obtenir de réponse concrète. « *Les données d'identité des Français ne sont pas suffisamment protégées. Quand elles fuient, les victimes se retrouvent seules face à un système administratif cloisonné. Notifier la CNIL après chaque attaque ne suffit pas. Il faut une réponse systémique : un diagnostic interministériel, une coordination effective entre les administrations, et de vraies protections pour les victimes* », [selon la députée](#).

Lire aussi



[Fécamp. « De Brume et de bris » au musée Les Pêcheries : triple collaboration pour une exposition](#)



"Ça s'apprend d'être maire, ça ne se devine pas" : en Seine-Maritime, des élus se forment pour exercer leur mandat

Simon Maunoury

5-6 minutes

Une trentaine de maires étaient présents pour suivre une formation sur l'exercice de leur mandat à Terres-de-Caux. © Radio France - Simon Maunoury

Diffusé le vendredi 1 mai 2026 à 6:31

Publié le vendredi 1 mai 2026 à 6:31

Une trentaine de nouveaux et d'anciens maires se sont rassemblés, jeudi 30 avril 2026, à Terres-de-Caux (Seine-Maritime), pour se former. Un avocat a pu échanger avec eux sur différents aspects : la déontologie, la protection de l'élu ou encore les droits sociaux.

[707 maires ont été élus](#) en Seine-Maritime les 15 et 22 mars 2026 à l'occasion des élections municipales. Parmi eux, **beaucoup de nouveaux élus** qui s'apprêtent à exercer une fonction perçue comme difficile et exigeante. Alors certains sont venus se former, jeudi 30 avril 2026, dans la salle de la Rotonde à Terres-de-Caux, près d'Yvetot.

Une formation pour guider les nouveaux élus

Délibérations, pouvoir de police, protection des élus, **le champ d'action est large pour les maires**. Ces échanges étaient le moment pour ces élus de poser leurs questions. *"J'ai appris des choses sur le statut de l'élu, notamment ce dont on a le droit lorsque l'on est salarié. Se dégager un peu de temps pour pouvoir participer à ce genre de formation"*, note Émilie Lambert, élue maire d'Hattenville, village de 700 habitants dans le pays de Caux.

"Moi-même, de mon côté, j'ai recherché des formations à faire parce que ça s'apprend d'être maire, ça ne se devine pas. Il y a beaucoup de contraintes et de réglementations, donc j'ai voulu faire cette formation pour savoir où je vais et bien faire les choses", souligne Nadège Dévard, la nouvelle maire de Riville près de Valmont.

Commencer le mandat avec des bases solides

Selon Jean-Christophe Ménard, avocat au barreau de Paris et formateur,

les élus doivent **commencer leur mandat sur des bases solides** pour deux raisons. *"La première, c'est parce qu'il y a des décisions à prendre dans les trois à six mois au début du mandat. Et aussi parce que très vite, la responsabilité de l'élu peut être engagée si telle ou telle règle n'est pas respectée. Ça permet donc de poser les bases qu'il faudra respecter sur l'ensemble du mandat."*

- [Terres-de-Caux](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Élections municipales](#)
- [Maires de France](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Résultats des élections municipales 2026



Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

À Saint-Éloi-de-Fourques dans l'Eure, une tournée pour vider les pièges à frelons asiatiques

Le 04/05/2026

On a assisté au banquet du Canon Français à Caen

Le 04/05/2026

Face à la prolifération du frelon asiatique sur la commune, la mairie de Saint-Éloi-de-Fourques part à la chasse aux reines, avant qu'elles ne constituent leur nid. On a suivi le maire et l'employé communal dans une de leur tournée.

Manifestation du 1er-Mai : Raphaël Glucksmann, leader de Place publique, dans le cortège à Rouen

Bradley de Souza, Christine Wurtz

4-5 minutes

-
- Bradley de Souza ,
 - [Christine Wurtz](#)

Publié le vendredi 1 mai 2026 à 11:31

Le cortège est parti depuis le cours Clemenceau rive gauche à Rouen pour la traditionnelle manifestation du 1er-Mai. Dans la manifestation se trouvent plusieurs personnalités politiques : le sénateur écologiste Yannick Jadot, mais aussi le leader du parti Place publique Raphaël Glucksmann.

La traditionnelle manifestation du 1er-Mai s'est élancée depuis 10h ce matin cours Clémenceau à Rouen (Seine-Maritime). Muguet à la main ou dans la poche, les syndicats veulent défendre un 1er-Mai chômé en ce jour de fête du travail. Raphaël Glucksmann, le leader du parti Place publique et député européen, se trouve dans la manifestation aux côtés du maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, mais aussi du sénateur écologiste Yannick Jadot et de l'ancien ministre de la Santé Aurélien Rousseau.

Raphaël Glucksmann explique sa venue à Rouen *"pour célébrer les conquêtes des travailleurs, de leur lutte et manifester avec nos amis, dont M. Le maire, [Nicolas Mayer-Rossignol](#), brillamment réélu, donc faire ça le 1er-Mai ici à Rouen, c'est un symbole fort"*, explique-t-il. *"Aujourd'hui, il s'agit de dire que le 1er-Mai est un jour sacré, des décennies et des décennies de combat. Le droit des travailleurs est la base même de notre vision du monde et de la démocratie. On vient célébrer ces droits, les conquêtes sociales et la démocratie"*, poursuit le leader du parti Place publique.

Cette manifestation du 1er-Mai 2026 intervient dans un contexte de débat entre [les syndicats et les commerçants](#). Les premiers veulent défendre ce jour chômé tandis que les deuxièmes aimeraient que leurs salariés puissent travailler sans être sanctionnés car pour le moment [la loi autorise seulement les patrons à ouvrir et travailler](#). *"Nous, ce que l'on veut, c'est permettre aux salariés de célébrer leur droit et donc ces jeux*

politiciens qui visent à créer des scandales qui n'ont pas lieu d'être, ce n'est pas notre vision de la politique. Nous nous battons pour que le 1er-Mai reste le 1er-Mai", conclut Raphaël Glucksmann.

A Rouen, 1.300 manifestants ont battu le pavé ce 1er mai, 870 au Havre et 350 à Dieppe d'après la préfecture.

- [Syndicats – Syndicalisme](#)
- [Emploi – Travail](#)
- [1er-Mai](#)
- Nicolas Mayer-Rossignol
- Raphaël Glucksmann

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La troisième édition de la Marche des Normands se tient ce samedi 18 octobre à Rouen. Une contre-manifestation se déroule à la même heure. Les guides-conférenciers et des historiens dénoncent une marche avec des idées d'extrême droite.

Le 18/10/2025 à 04:11

- La synagogue de Rouen a été victime d'une fausse alerte à la bombe, ce mercredi 21 janvier en début de matinée, selon des sources policières à ICI Normandie. Le doute a été rapidement levé par la police. La synagogue de Rouen est fermée depuis mai 2024 et l'incendie criminel qui l'a ravagée.

Le 21/01/2026 à 19:21

- Padre Guilherme annule sa venue aux Fêtes Jeanne d'Arc de Rouen, apprend ICI Normandie ce mercredi. Le prêtre DJ portugais cumule près de trois millions d'abonnés sur les réseaux, il est remplacé par un DJ français, Charles B, qui mêle électro et classique, suivi par 870.000 abonnés sur Instagram.

Le 30/04/2026 à 07:51

- Depuis son arrivée à Rouen le 11 mai, le cheval argenté mécanique qui a enflammé la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris 2024 a attiré 60.000 visiteurs sur les quais de la rive droite. Rouen est la ville où il a

Pourquoi le député européen Raphaël Glucksmann a défilé à Rouen pour le 1er mai ?

Mélanie Bourdon

4-5 minutes

Le député européen Raphaël Glucksmann et le sénateur écologiste Yannick Jadot ont choisi de défiler à Rouen, pour le 1er mai. L'occasion de marquer l'entente entre leurs deux partis politiques, à moins d'un an de l'élection présidentielle.



Raphaël Glucksmann a défilé, au côté de Yannick Jadot, Nicolas Mayer-Rossignol, Florence Héroin-Léautey, à Rouen, vendredi 1er mai 2026 - Paris Normandie



Par [Mélanie Bourdon](#)

Publié: 1 Mai 2026 à 13h02 Temps de lecture: 1 min

C'était la surprise du traditionnel défilé du 1er mai, à Rouen. Au milieu des cortèges syndicaux, deux visages connus du grand public : Raphaël Glucksmann, eurodéputé de gauche, qui semble engagé dans la course à l'élection présidentielle de 2027 et le sénateur écologiste Yannick Jadot.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un rapprochement en vue de l'élection présidentielle ?

« Je suis là pour célébrer les conquêtes sociales des travailleurs, avec mes amis. Et avec Nicolas [Mayer-Rossignol, NDLR], un ami de longue date, nous avons prévu de célébrer sa [victoire](#) », a résumé Raphaël Glucksmann. Au-delà de cette marque d'amitié, le député européen, qui a cofondé le parti de gauche Place Publique, et à qui l'on prête l'intention de se présenter à la prochaine élection présidentielle, voulait marquer son rapprochement avec l'écologiste Yannick Jadot.

« Qu'on permette aux travailleurs de travailler le 1er mai pour gagner un peu plus, pose le problème des salaires. Ce n'est pas une petite pièce qui va permettre d'améliorer leur pouvoir d'achat. Et remettre en cause le 1er mai, c'est remettre en cause, de manière plus générale, les droits du travail », s'est offusqué Yannick Jadot, avant de rappeler les combats communs des différents partis de gauche : « les droits sociaux et des salaires décents ».

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Cent dix-sept vols dans des voitures près de Rouen : l'un des auteurs était-il contraint ?](#)



"Ce n'est pas un match à gauche, le but c'est de gagner l'élection" : Glucksmann, Jadot et Mayer-Rossignol ce

Mélisande Queïnnec

5-7 minutes

C'est l'image forte de la manifestation du 1er mai 2026 à Rouen : une "photo de famille" réunissant quelques poids lourds de la gauche. Raphaël Glucksmann est ainsi apparu aux côtés de Yannick Jadot et de Nicolas Mayer-Rossignol... Quelques jours seulement après la parution du manifeste "Construire 2027", préconisant de refuser toute alliance avec La France Insoumise.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Ce vendredi 1er mai 2026, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann (Place Publique) et le sénateur Yannick Jadot (Les Écologistes) ont rejoint le maire (PS) de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol et la députée (PS) de Seine-Maritime Florence Hérouin-Léautey - notamment - dans un cortège rouennais nourri d'environ 1 500 manifestants.

Le premier ne s'est pas encore déclaré candidat à l'élection présidentielle 2027 mais semble déjà peaufiner sa stature présidentielle. Pourtant, il l'affirme : la présidentielle "*n'est pas vraiment l'objectif de la manifestation d'aujourd'hui. Avec (Nicolas Mayer-Rossignol), brillamment réélu, on s'était dit qu'on voulait faire quelque chose ensemble. Les droits des travailleurs sont la base même de notre vision du monde et de la démocratie. Ce 1er mai, ici à Rouen, est un symbole fort.*"

Le 1er mai est un jour sacré, qui célèbre des décennies de combats. Ce qu'on vient célébrer, ce sont les droits des travailleurs, la conquête sociale et la démocratie puisque le 1er mai est une grande fête démocratique, et personne ne nous la volera.

Raphaël Glucksmann, eurodéputé (Place Publique)

Grégory Thelu et Myriam Libert étaient sur place :

durée de la vidéo : 00h01mn31s



1er mai : la gauche version Glucksmann s'affiche à Rouen • ©France 3 Normandie

La présence de l'eurodéputé et du sénateur n'a pas manqué d'attirer l'attention. Ils ont d'ailleurs été accueillis de manière particulièrement houleuse par les militants de La France Insoumise. Le grief des Insoumis : une tribune tout récemment présentée par Raphaël Glucksmann et Yannick Jadot signée par quelque 45 personnalités politiques de gauche.

"Construire 2027" est un appel, d'abord lancé dans la presse régionale, un manifeste visant à bâtir un projet pour l'élection présidentielle 2027, un projet d'union, sans primaire et en écartant strictement tout accord politique et électoral avec La France insoumise. Alors forcément, l'ombre de la présidentielle plane sur ce 1er mai rouennais malgré ce que Glucksmann présente comme un rendez-vous amical au cœur du cortège.

Ce que je veux, c'est que dans l'espace de la gauche écologique, démocratique, sociale, humaniste, pro-européenne, nous ayons conscience de l'importance du moment que l'on va affronter et que nous allions à ces élections pour les gagner. C'est ça qui compte.

Raphaël Glucksmann, eurodéputé (Place Publique)

Raphaël Glucksmann décrit d'ailleurs "un moment décisif dans l'histoire de notre nation qui s'annonce" et ne cache pas ses ambitions pour l'avenir de la gauche. "Nous voulons exercer les responsabilités, nous voulons transformer la France, nous voulons transformer l'Europe et pour ça, il faut gagner les élections. Pas être premiers à gauche. Ce n'est pas un match à gauche, le but c'est de gagner l'élection."

Retour sur la manifestation rouennaise par G. Thelu et M. Libert :

durée de la vidéo : 00h01mn47s





Des poids lourds de la gauche dans le cortège rouennais du 1er mai •
©France 3 Normandie

Outre la réaffirmation d'une gauche étanche vis-à-vis de LFI, "Construire 2027" se veut aussi une démarche contre la montée du Rassemblement national. Ainsi, *"on ne veut pas que la France bascule dans le camp des Poutinistes, des xénophobes, des Trumpistes. On veut que la France reste fidèle à ce qu'elle est profondément"*, reprend Glucksmann. Et de conclure : *"Il faut donc qu'elle soit à l'avant-garde du progrès social, humain, écologique, et qu'elle ne se donne pas aux ambassadeurs locaux de Donald Trump et Vladimir Poutine"*.

Selon les divers sondages réalisés depuis le début d'année 2026, le ticket PS-Place Publique porté par Raphaël Glucksmann est crédité de 10 à 16 % des intentions de votes pour l'élection présidentielle, loin derrière Jordan Bardella (34-38,5 %), et Edouard Philippe (16-25,5 %), au coude-à-coude avec La France insoumise (10-13 %).

Avec Grégory Thelu.

Un élu claque la porte du RN à Fécamp : une opposition d'extrême droite toujours plus fragilisée

Matthias Chaventré

5-7 minutes

Nouveau rebondissement chez le RN au conseil municipal de Fécamp, jeudi 30 avril 2026. Alors qu'il siégeait pour la première fois, Olivier Tangkun a annoncé rompre avec le parti et siéger désormais en indépendant, confirmant les divisions d'une opposition qui boitillait déjà.



Olivier Tangkun ne fait plus partie du groupe RN. Il siéger au conseil municipal en tant qu'indépendant. - Capture vidéo YouTube Ville de Fécamp



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 1 Mai 2026 à 14h06 Temps de lecture: 3 min

À chaque rendez-vous municipal à la salle des mariages de l'hôtel de ville de Fécamp, les membres de l'extrême droite réservent une surprise. Cette fois, jeudi 30 avril 2026, Olivier Tangkun ne s'est pas assis du côté de l'opposition Rassemblement national. L'explication est venue après vingt minutes de conseil. La séparation est actée.

Déjà, lors du conseil municipal d'installation fin mars 2026, Serge Girard, tête de liste du RN était absent. [On apprenait quelques jours plus tard qu'il démissionnait du conseil](#). Celui qui auparavant avait été le président contesté de Campagne de Caux voulait être maire de Fécamp... ou rien. Le 9 avril, la très discrète Amandine Maupetit devait le remplacer. Elle démissionnait à son tour. Laissant la place à Olivier Tangkun.



Au premier plan lors des résultats des élections : Olivier Tangkun, désormais ancien membre du groupe RN, et Serge Girard (à droite), tête de liste démissionnaire. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

« Suite à différents comportements que j'ai vécus »

Il a fait sa première apparition jeudi. Côté opposition RN, [Sébastien Marry](#) était seul. Sa collègue Corinne Lecanu a laissé son fauteuil vide, tout en lui donnant pouvoir pour les votes.

Installé à l'autre bout de la partie de la table réservée à l'opposition, Olivier Tangkun a pris la parole. « *J'aimerais faire passer un petit message à tout le monde. Souvent, on me demande de démissionner* », a-t-il d'abord laissé planer. Avant d'ajouter que « *suite à différents comportements que j'ai vécus durant la campagne électorale, etc., je précise qu'aujourd'hui, j'ai décidé de quitter [le groupe Nouveau cap pour Fécamp](#) (Nom du groupe RN, Ndlr). J'ai décidé de me mettre tout seul, en indépendant.* »

Le maire : « On n'est pas à l'école »

Le reste de la réunion municipale a largement pu être consacré au vote du [budget primitif](#). Avec Bénédicte Martin, voix de la gauche, reprochant à la majorité de droite des « *investissements promis qui ne sont pas budgétés* ». Par exemple, du côté des travaux de l'église Saint-Étienne. « *Nous ne sommes que sur la partie diagnostic. Quand la tranche travaux interviendra, vous verrez l'apparaître au budget* », a répliqué le maire,

David Roussel. Ou encore, Bénédicte Martin s'est étonnée que la diapo de présentation concernant la voirie affiche 1,3 million d'euros de budget, alors que l'addition des éléments amène à 990 000 €. « *On a promis 1 million d'euros chaque année sur l'ensemble du mandat* », a précisé le maire. Face aux questions toujours plus nombreuses de l'écologiste : « *On n'est pas à l'école. Je ne suis pas interrogé* », a formulé David Roussel, sourire crispé. « *Vous me renvoyez à chaque fois à ma fonction d'enseignante. Ce qui n'est pas une insulte pour moi* », n'abdique pas Bénédicte Martin. La suite lors des décisions modificatives de budget qui interviendront en cours d'année.

Lire aussi



[Fécamp. « De Brume et de bris » au musée Les Pêcheries : triple collaboration pour une exposition](#)



[Fécamp. Entre mime et absurdité, « In Itinere » raconte l'exil dans une](#)

Extension d'un élevage de veaux : plusieurs villages de Seine-Maritime concernés par une enquête publique

Maxime Cartier

2-3 minutes

Dans le cadre d'un projet d'extension d'une ferme du pays de Caux, les habitants peuvent donner leur avis et consulter le dossier d'enquête publique jusqu'au jeudi 28 mai 2026.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Pays de Caux](#)



La ferme des Prairies à Greuville (Seine-Maritime) souhaite agrandir son élevage de veaux. ©L'Eclaireur de Châteaubriant/Illustration

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 4 mai 2026 à 6h16

Depuis le 30 avril et jusqu'au jeudi 28 mai 2026, les habitants ont la possibilité de donner leur avis. Une **enquête publique** a été lancée dans le cadre d'un projet d'extension d'un élevage de veaux, à [Greuville \(Seine-Maritime\)](#).

Derrière ce projet, la SCEA, la société civile d'exploitation agricole des Prairies, qui a l'ambition d'agrandir son élevage à hauteur de **560 bêtes**.

Les villages voisins concernés

Comme le veut la loi, le dossier de ce projet est consultable à la mairie, le

mercredi de 14 h à 16 h et le vendredi de 16 h 30 à 18 h 30.

Il est également possible de le consulter au bureau de l'utilité publique et de l'environnement de la préfecture de la Seine-Maritime, après avoir demandé au préalable un rendez-vous par courriel à pref-icpe@seine-maritime.gouv.fr en précisant dans l'objet : « demande de rendez-vous pour dossier société SCEA Ferme des Prairies » ; ou en téléphonant au 02 32 76 52 49.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Cet avis d'enquête publique concerne aussi les habitants des communes limitrophes, à savoir Rainfreville, [Luneray](#), Vénestanville et [Brachy](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

En Seine-Maritime, la longévité de ces Prim'Holstein détonne dans le monde agricole

Sylvie Macquet

5-6 minutes

Elles s'appellent Marcassine, Garenne et Bécasse, et elles ne passent pas inaperçues. À la foire agricole de Bacqueville-en-Caux, ces vaches âgées de 20 ans ont été les véritables stars de cet événement dédié au monde rural.



Par Sylvie Macquet

Publié: 3 Mai 2026 à 17h18 Temps de lecture: 1 min

Sylvie Macquet

Sous les barnums et au milieu des enclos installés en plein air, la [foire agricole](#) de Bacqueville-en-Caux a une nouvelle fois célébré le monde rural dans toute sa diversité. Entre vaches, moutons, poneys, concours et animations, le public est venu nombreux partager ce rendez-vous incontournable du territoire.





Marcassine offre son plus beau profil. - Photo Paris Normandie

Au milieu des animaux présentés et primés par le jury, certains regards se sont attardés sur un trio pour le moins singulier, présenté par Vincent Prieur, agriculteur à Lammerville. *"Trois de mes bêtes ont un parcours atypique, explique l'exposant. Il s'agit de Marcassine, 20 ans et demi, Garenne 20 ans, et Bécasse 19 ans. On les qualifie de "vaches musée", un terme utilisé pour désigner des vaches très âgées, mais conservées au sein du troupeau malgré la fin de leur carrière laitière. Ces trois vaches sont des Prim'Holstein, une race néerlandaise sélectionnée pour la production de lait."*

Les félicitations du jury

Dans son exploitation, qui compte 35 bêtes, dont des charolaises et des blondes d'Aquitaine certaines ont déjà été primées à plusieurs reprises. Habitué autrefois de la foire, Vincent Prieur n'y était plus revenu depuis une dizaine d'années. *"Cette fois, je suis revenu uniquement pour elles. Leur longévité est assez remarquable"*, ajoute l'agriculteur. *"Ces vaches noires et blanches défient les statistiques, confirme Bernard Niel, président du jury. Il est très rare de voir des animaux de cet âge dans un si bon état. Habituellement, elles partent à l'abattoir vers 5 ou 6 ans. Là, c'est peu banal et nous leur avons décerné des félicitations."*

Désormais à la retraite, ces "vaches musée" poursuivront tranquillement leur vie dans les pâturages de Lammerville. *"Elles bénéficient d'une alimentation naturelle à base d'herbe et de foin"*, précise l'éleveur. Une attention qui pourrait leur permettre d'atteindre un âge encore plus avancé. *"Leur espérance de vie peut aller jusqu'à 30 ans, mais ce serait presque du jamais vu ici"*. En attendant, Marcassine et ses congénères ont, le temps d'une foire, rappelé que certaines carrières agricoles pouvaient aussi rimer avec longévité et susciter une tendre curiosité.

Lire aussi



« Ça ne tenait pas la route » : à Rouen, pourquoi le centre de santé Médiksanté a-t-il fermé ?

Charline Buchard

5-7 minutes

À Rouen le centre de santé Médiksanté a fermé le 10 avril 2026, laissant près de 2 000 patients sans suivi. Un phénomène récurrent qui interroge sur la viabilité de ces structures.

Sur le même thème

[Désertification médicale](#)

[Médecins](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Devanture du centre de santé Médiksanté rue du Général Leclerc à Rouen (@CB / 76actu)

Par [Charline Buchard](#) Publié le 4 mai 2026 à 6h28

Pourquoi un centre de santé, censé faciliter l'accès aux soins, finit-il par fermer ses portes ? À [Rouen](#), le centre Médiksanté a définitivement cessé son activité le 10 avril dernier, laissant près de 2 000 patients sans prise en charge. Derrière cette fermeture, un modèle économique fragile, une organisation contestée et une remise en cause de la profession médicale, selon le **Dr Dominique Gay**, ancien médecin de la structure rouennaise.

Des signes annonciateurs

Médiksanité Rouen faisait partie d'un réseau de huit centres ouverts en France par le **groupe MEDADOM**, entreprise spécialisée dans la téléconsultation. Comme les autres, il reposait sur une structure associative loi 1901. Un statut qui permet d'employer des médecins salariés, de pratiquer le tiers-payant et, surtout, de bénéficier de subventions publiques : "C'est aussi un modèle qui limite les risques financiers... et facilite la fermeture", confie le Dr Gay.

Dès 2025, **plusieurs fermetures s'enchaînent** au sein du groupe, notamment à Marseille, Bordeaux ou encore Toulouse. Un phénomène qui alerte l'équipe rouennaise. Le 8 septembre, le Dr Gay contacte le coordinateur national du groupe pour **demandeur un état de la situation** afin d'anticiper d'éventuelles difficultés, notamment vis-à-vis des patients : "On nous a simplement répondu que la situation était compliquée, sans confirmation d'une fermeture à venir du centre", se rappelle-t-il.

En parallèle, la direction refuse d'embaucher de nouveaux médecins, alors que le centre fonctionne avec trois praticiens pour une capacité de cinq. Pour l'équipe en place, **la fermeture devient alors inévitable**. Elle sera confirmée quelque temps plus tard, avec un préavis de deux mois. Un délai qui a permis d'organiser la transition : "On a fait notre maximum pour accompagner les patients. On a envoyé les dossiers médicaux par mail, transmis une liste de praticiens susceptibles de les suivre et renouvelé les ordonnances pour les patients chroniques."

Ailleurs, la situation a été plus traumatisante. Dans d'autres centres du groupe, certaines fermetures ont été brutales et subites, **laissant des patients sans alternative** du jour au lendemain.

Un modèle économique non viable

Un schéma qui se répète et **interroge le modèle économique** de ces structures. Au cœur du problème : un manque de médecins... et de temps médical disponible.

À Rouen, les trois praticiens en poste ne travaillaient que deux jours par semaine. Un calcul interne montre qu'**il aurait fallu au minimum trois jours de présence chacun** pour atteindre un équilibre financier, soit environ 28 heures hebdomadaires : "Il aurait fallu augmenter le temps de présence, ou recruter davantage", résume le Dr Gay. À cela s'ajoute **une fréquentation irrégulière**, avec des journées où les consultations étaient insuffisantes pour rentabiliser l'activité.

Or, dans ce modèle, **tout repose sur le volume de patients** : sans rotation suffisante, la structure ne peut survivre.





Docteur Dominique Gay, ex-salarié du centre de santé Médiksanté à Rouen (©CB / 76actu)

Une organisation de travail attractive... mais fragile

Pourquoi travailler si peu ? À Rouen, les trois médecins en poste percevaient environ 3 700 euros brut mensuels pour deux jours de travail hebdomadaire, auxquels s'ajoutaient des primes pouvant atteindre 1 000 euros par mois si le quota minimum de patients était dépassé.

Un modèle attractif pour inciter les médecins à rejoindre le projet... **mais qui encourage le temps partiel** : "Ce n'était pas forcément un choix", nuance le Dr Gay, seul médecin retraité de l'équipe. "Mes collègues étaient tous deux jeunes médecins et avaient d'autres activités à côté : remplacements, régulation SAMU..."

Une crise plus large de la profession

Au-delà du cas rouennais, cette fermeture illustre une problématique plus profonde. Selon le Dr Gay, la profession elle-même présente des dérives : "Avant, les médecins étaient presque des commerçants. Ils prospectaient leurs patients. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée : **la demande est plus forte que l'offre**, et certains en profitent. L'intérêt financier a pris le pas sur la vocation médicale", regrette-t-il.

Selon lui, cette mutation fragilise l'implication des médecins dans des structures collectives comme les centres de santé, dont la viabilité repose sur un engagement régulier des praticiens.

Dans le réseau Médiksanté, seuls les centres disposant d'un nombre suffisant de médecins restent aujourd'hui ouverts, comme à Paris par exemple. À Rouen, cet équilibre n'a jamais été trouvé.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Fermeture de la maternité privée au Havre : quelles conséquences pour l'hôpital public Monod ?

Louise Boutard

4-5 minutes

La maternité de l'Hôpital privé de l'estuaire ferme ses portes à la fin de l'été 2026. Quelles conséquences pour l'autre maternité au Havre, à l'hôpital public Jacques-Monod ?

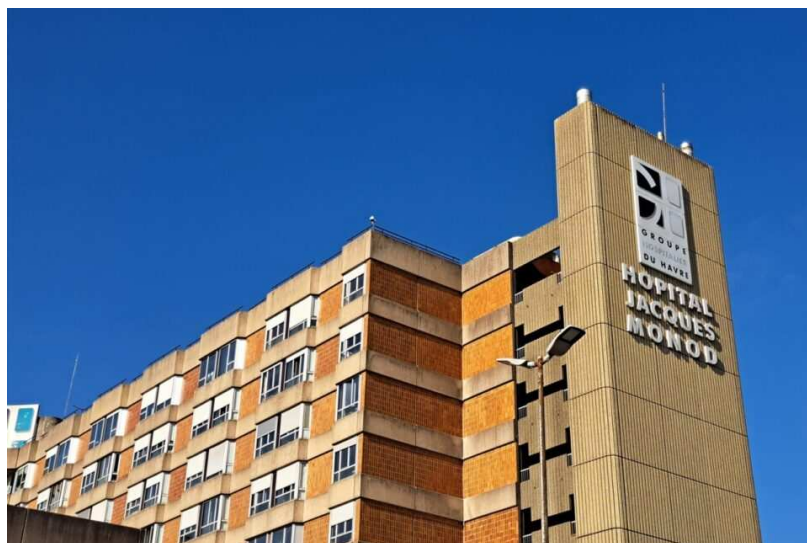
Sur le même thème

[GHH \(Le Havre\)](#)

[Hôpital privé de l'Estuaire](#)

[Maternité](#)

Article réservé aux abonnés



Quelles conséquences pour la maternité du groupe hospitalier du Havre ? (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 4 mai 2026 à 7h34

En 2025, 580 naissances ont eu lieu à la **maternité de l'Hôpital privé de l'estuaire** (HPE). Avec l'annonce la semaine du 27 avril 2026 [d'une fermeture pour la fin de l'été](#), on peut en déduire que ces naissances vont désormais **se reporter en grande majorité sur l'autre maternité du Havre**, à l'hôpital Jacques-Monod du [Groupe Hospitalier du Havre \(GHH\)](#). Ce qui ne serait pas sans conséquences...

Une maternité privée ferme : quelles conséquences pour le public ?

Si la décision est tombée récemment, cela faisait plusieurs semaines (voire mois) que l'épée de Damoclès pendait au-dessus de la maternité de l'hôpital privé. « **Les patientes ne doivent pas s'inquiéter**, rassure Jennifer Dumont-Bouder, représentante syndicale MICT CGT au GHH, au près de *76actu*. **Dans le public, on a toujours pris tout le monde, sans faire de tri.** Il y aura une continuité de soins. »

Le représentant du syndicat Sud Yann Adreit lui aussi voit là une confirmation de la **distinction entre hôpitaux privés et publics**.

(Nous on prend les gens avec une carte Vitale, eux avec une carte bleue.

« Ils ne sont pas dignes de recevoir des subventions publiques, ils n'ont aucun scrupule à mettre les gens à la porte d'un service », ajoute-t-il.

Réorganisation en vue

Les suivis de grossesse devraient toujours pouvoir être effectués par l'HPE, notamment après la livraison du **nouveau bâtiment** dédié à la gynécologie et l'obstétrique. Mais **les accouchements devront avoir lieu à l'hôpital Monod**, à Montivilliers. « Pour nous ça ne changera pas beaucoup des personnes suivies par des professionnels en libéral », estime Jennifer Dumont-Bouder.

Des **travaux ont été effectués dans les salles de naissance** et salles des urgences gynécologiques de Monod, et doivent s'achever d'ici la fin du mois de juin. Cela permettra d'augmenter les capacités d'accueil du service.

Une réorganisation s'impose

Néanmoins une réorganisation s'impose pour le GHH. « Il y a une réflexion à mener avec le pôle. **À moyens constants, ça risque de ne pas fonctionner** », estime la syndicaliste qui se dit rassurée par le point de vue de la direction sur ce sujet, et notamment de Thierry Biais qui a présenté la situation aux syndicats à l'occasion d'un CSE exceptionnel. « Il se place dans cette optique, il va falloir optimiser notre offre de soin et garantir une bonne prise en charge [des mères et des bébés](#) », rapporte Jennifer Dumont-Bouder.

« C'est **une grosse activité supplémentaire**, à nous de la recevoir. Il faudra du temps pour tout organiser. Il va falloir jouer les coudes serrés », complète Yann Adreit.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au Havre, la maternité de l'HPE fermera définitivement à la fin de l'été 2026

Marie-Ange Maraine

7-9 minutes

La maternité de l'Hôpital Privé de l'Estuaire, au Havre, fermera fin été 2026, après des mois de rumeurs et de doutes, dans un contexte de baisse continue des naissances et de réorganisation progressive de l'offre de soins sur le territoire.



La rumeur circulait depuis quelques semaines. C'est désormais acté, faute de naissances suffisantes, la maternité de l'Hôpital Privé de l'Estuaire du Havre fermera à la fin de l'été 2026. - Romain Huynh/Paris Normandie



Par [Marie-Ange Maraine](#) et la rédaction

Publié: 1 Mai 2026 à 18h43 Temps de lecture: 2 min

La fermeture de la maternité de l'Hôpital Privé de l'Estuaire (HPE) du Havre est désormais confirmée. Si l'établissement a annoncé la nouvelle en interne, dès le 27 avril 2026, c'est sur les réseaux sociaux que l'information s'est répandue : l'HPE arrêtera définitivement son activité obstétricale à la fin de l'été 2026. Déjà, sur le site internet de

l'établissement, il n'est plus possible de s'inscrire pour visiter la maternité.

L'information met fin à [des mois de rumeurs](#) dont Le Havre Paris Normandie s'était fait l'écho. Début avril, la direction de l'HPE évoquait « *un contexte marqué par une baisse de la natalité, comme de nombreuses maternités en France* » avant de souligner que « *dans ce cadre, la pénurie de ressources médicales peut susciter des interrogations légitimes.* »

(« Cette réflexion et la décision relèvent uniquement du groupe Ramsay »

Agence régionale de santé

De son côté l'[ARS \(agence régionale de santé\)](#) Normandie, indiquait à la même époque que « *l'ouverture de cette réflexion et la décision relèvent uniquement du groupe Ramsay : l'ARS souhaite par principe la pérennité de l'activité de la maternité de l'hôpital privé de l'Estuaire.* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Aujourd'hui, la page se tourne pour de bon, pour cette maternité de niveau 1 ouverte en 2010 après le déménagement du Petit Colmoulins. Elle fait partie des 22 maternités du [groupe Ramsay Santé](#) en France. Le lieu avait vu naître environ 760 bébés par an il y a quelques années. « *On avait connu une chute de plus de cent naissances d'un coup entre 2022 et 2023, ce qui était une première depuis 2017* », commentait début 2025 Claire Saunier, sage-femme, responsable d'unité de soins à l'HPE. En 2025, ils n'étaient plus que 580 bébés.

Une maternité complète et à taille humaine

Sur le papier, tout était pourtant là. Des salles de pré-travail lumineuses avec baignoire, des salles de naissance dont une spécifiquement pensée pour les accouchements plus « nature », une salle de césarienne juste à côté, une salle de réveil où le père et le bébé pouvaient rester ensemble après l'intervention, et même une salle de réanimation néonatale... bref, une organisation complète autour de la naissance.

(« S'il y a fermeture de la maternité, les gens vont se reporter sur la nôtre. On n'est pas prêts »

Syndicat de l'hôpital public Jacques-Monod

À partir de septembre 2026, tout ça devrait donc s'arrêter côté accouchements. Les patientes seront redirigées vers la maternité de l'hôpital Jacques-Monod, qui est de niveau 3 pour prendre en charge les grossesses à risque. Du côté des syndicats du groupe hospitalier du Havre situé à Montivilliers, l'inquiétude est manifeste. « *S'il y a fermeture de la maternité, les gens vont se reporter sur la nôtre. On n'est pas prêts en termes de nombre de personnels, de surface et de budgets* », prévient Dominique Bourguignon, représentante du personnel SUD Santé.





La fermeture de la maternité de l'HPE, comme celle du service gériatrie avant elle, laisse planer des inquiétudes sur le reclassement du personnel. - Romain Huynh/Paris Normandie

En apprenant la nouvelle, les Havrais ont aussitôt évoqué des questions de rentabilité. Une notion déjà dénoncée par les salariés de l'HPE en 2024 lors de la [fermeture du service gériatrie](#).

La sonnette d'alarme avait été tirée depuis des mois

Il faut dire que les chiffres parlent d'eux-mêmes. En comparaison des 580 bébés nés à l'HPE en 2025, ils étaient 2 790 à pousser leur premier cri à l'hôpital public Monod sur la même période. En septembre 2025, un médecin de l'HPE avait prévenu : « *Si on ne trouve pas un autre gynécologue, il y aura de quoi s'inquiéter de la pérennité de la maternité* ».

C'est désormais acté, il n'y aura bientôt plus de naissances au Havre. Mais la direction de l'HPE veut rassurer « *les mamans déjà inscrites, ainsi que celles dont l'accouchement est proche ou prévu. Les équipes sont pleinement mobilisées et prêtes à les accueillir, pour leur préparation comme pour leur accouchement* ».

Toute une organisation à mettre en place

Hasard de calendrier, c'est aussi en septembre 2026 qu'ouvrira Margo, le [pôle de gynécologie obstétrique](#), envisagé depuis 2019 « *pour attirer de jeunes médecins* ». Il se situe sur un terrain juste en face de l'HPE et s'est créé à l'initiative de médecins exerçant à l'HPE en libéral où ils assuraient « *les astreintes, les accouchements et où ils continueront à opérer* ».

Plus d'informations sont à venir puisque des communiqués de presse de l'HPE et du GHH sont attendus lundi 4 mai 2026. Ils devraient donner les premières indications sur la façon dont les naissances vont s'organiser à l'avenir sur le bassin du Havre.

Contacté, le service presse de Ramsay Santé n'a pas pu être joint.

Lire aussi

[Il tue sa jeune épouse enceinte : bain de sang à Sainte-Adresse en 1881](#)

Les addicts retrouvent le fil de leur vie avec le nouveau bâtiment du CHU au Petit-Quevilly

Benoît Marin-Curtoud

5-6 minutes

Le CHU Saint-Julien du Petit-Quevilly vient d'inaugurer un tout nouveau bâtiment dédié aux soins apportés en addictologie. Un projet à 10M€ pour mieux prendre en charge les patients.



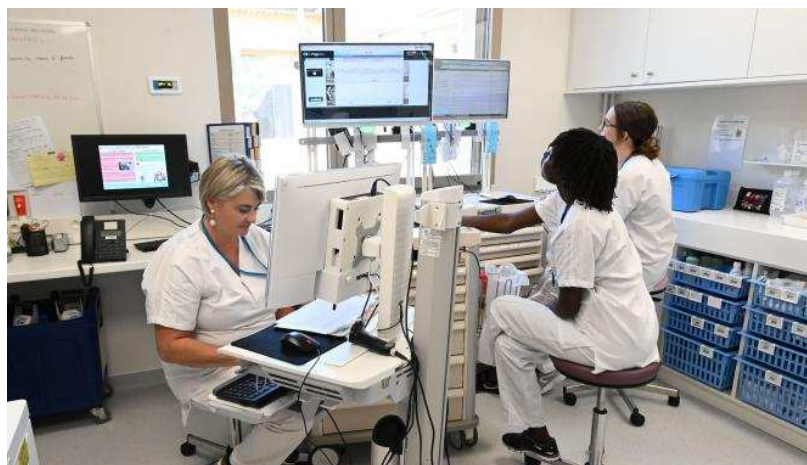
Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 30 Avril 2026 à 19h16 Temps de lecture: 1 min

« *C'est beaucoup mieux qu'avant* », témoigne un patient. Le service d'addictologie du [CHU Saint-Julien](#) au [Petit-Quevilly](#) vient de voir sortir de terre le bâtiment Ariane, pour accueillir tant les patients hospitalisés que l'hôpital de jour et a délaissé le bâtiment Claudel, vétuste.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Ce bâtiment est à la hauteur de ce qu'on pouvait espérer. Il allie les contraintes de la santé mentale avec un environnement apaisant* », explique le responsable de l'unité Alexandre Baguet. De chambres doubles les patients jouissent désormais de chambres solos, avec de grandes ouvertures sur l'extérieur, de la lumière. « *Cela change le rapport aux patients qui, avec l'apaisement que procure le bâtiment, ont moins besoin de médicaments.* »





Le bâtiment « Ariane » consacré à l'addictologie a été inauguré mardi 27 avril à l'hôpital Saint-Julien du Petit-Quevilly - Photo Stéphanie Péron-Clément

« Ça va beaucoup mieux qu'avant »

Un patient le confirme : « *ça va beaucoup mieux qu'avant, c'est un effet très bénéfique pour moi.* »

En général les patients hospitalisés restent entre 10 et 14 jours avant de bénéficier de l'hôpital de jour pour des soins de suite qui impliquent des ateliers notamment pour retrouver l'estime de soi.

Depuis quelques années les soignants observent un double phénomène : le rajeunissement des personnes « addictes » (15 % d'entre elles ont moins de 30 ans) et l'explosion des addictions autres que l'alcool, notamment la cocaïne. « *Chaque patient a un contrat de soin très personnalisé avec un déroulé détaillé au jour le jour* », précise Alexandre Baguet.

Ce nouveau bâtiment double la capacité d'hospitalisation de l'unité (qui est portée à 26 et même bientôt 30) tout en conservant 2000 passages en hôpital de jour par an.

L'État « n'aide pas assez » selon le président de la Métropole

Cette inauguration a été l'occasion pour le président de la Métropole Rouen Normandie Nicolas Mayer-Rossignol de fustiger l'État « *face à une situation dramatique et grave* », un État qui « *n'aide pas assez le territoire bien que les indicateurs de santé soient parmi les plus mauvais de France* ».

Le tout nouveau directeur de [l'Agence régionale de santé \(ARS\)](#), Mathias Ott, confirme que le département de la Seine-Maritime est deux fois plus concerné par les addictions que la moyenne des autres départements et détaille que 47 M€ vont être investis pour des projets de santé.

Si la Métropole, dont ce n'est pas la compétence, a investi 900 000€ dans le projet, la Région (dont ce n'est pas non plus la compétence) a mis 3M€ dans l'escarcelle et l'État, via l'ARS, 4,4M€.

Lire aussi



La fermeture d'une classe confirmée en septembre 2026 au sein de l'école élémentaire de Criel-sur-Mer

Augustin Thibouw

3-4 minutes

À partir de la rentrée de septembre 2026, l'école de Criel-sur-Mer comptera une classe en moins. La mauvaise nouvelle a été confirmée par le maire.

Sur le même thème

[Carte scolaire](#)

[Ecoles](#)

[Education](#)



Il y aura une classe de moins à la rentrée prochaine à l'école de Criel-sur-Mer. ©Augustin Thibouw

Par [Augustin Thibouw](#) Publié le 3 mai 2026 à 6h30

Le délai de trois ans étant écoulé, la fermeture d'une classe au sein du groupe scolaire de l'**écol'Yères**, situé à [Criel-sur-Mer](#), est désormais confirmée pour la rentrée de septembre prochain.

La décision a été officialisée par l'**Éducation Nationale** et relayée par **Éric Pruvost**, maire de la commune. « J'ai reçu un courrier de l'académie de Normandie nous informant de la fermeture d'une classe à l'école élémentaire pour la rentrée prochaine », a indiqué le maire.

Il a précisé : « Cette décision n'est pas une surprise au regard des

effectifs. L'équipe enseignante et nous-même étions conscients de cette situation avec une moyenne de **16 élèves par classe** en élémentaire ».

Baisse des effectifs

Depuis plusieurs années, l'établissement connaît une baisse progressive des effectifs.

Pourtant, à la rentrée 2023, l'école a accueilli **68 élèves** provenant des communes voisines de la Vallée de l'Yères : Canehan, Saint-Martin-le-Gaillard et Touffreville-sur-Eu.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ces trois villages ont dû fermer leurs écoles par manque d'effectif. Et c'est ainsi qu'ils se sont rapprochés de Criel-sur-Mer pour créer un nouveau **RPI**, un regroupement pédagogique intercommunal.

Cependant, l'arrivée de ces nouveaux élèves n'a pas endigué la baisse des effectifs. Il y a dix ans, en 2016, **260 élèves** étaient recensés au sein de l'école contre **194 élèves** en 2026.

Le délai est terminé

Lors de la création du regroupement pédagogique intercommunal, le maintien de toutes les classes avait été négocié pour une durée de trois ans.

Toutefois, cette échéance arrivée à son terme, la diminution du nombre de classes a été actée. « Malheureusement, les effectifs diminuent », a déploré Éric Pruvost.

Le maire a également indiqué qu'il rencontrerait prochainement l'inspecteur académique afin d'aborder « ce sujet et d'autres points ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Deux médecins jugés au Havre pour homicide involontaire après le décès d'une patiente de complications postopératoires

Amélie Bonté

5-6 minutes

Publié le vendredi 1 mai 2026 à 7:00 Mis à jour le vendredi 1 mai 2026 à 9:31

Deux médecins, un chirurgien et un anesthésiste, étaient jugés jeudi pour homicide involontaire au tribunal correctionnel du Havre. En janvier 2018, Marcelline, 21 ans, est décédée suite à une opération gastrique. L'accumulation de symptômes en postopératoire aurait-elle dû alerter les médecins ?

Deux médecins, **un chirurgien et un anesthésiste, étaient jugés ce jeudi 30 avril 2026 par le tribunal correctionnel du Havre pour homicide involontaire**. C'était en 2018. Marcelline, 21 ans, se fait opérer à la clinique des Ormeaux pour la pose d'un by-pass, une opération de chirurgie gastrique pour personne atteinte de surpoids, que d'ailleurs plusieurs personnes de sa famille avaient subie. **L'opération se déroule parfaitement mais Marcelline décède trois jours après d'une péritonite** (une inflammation du péritoine dans l'abdomen).

Une accumulation de faits qui aurait dû alerter, selon le rapport d'expertise

"C'est un dossier extrêmement technique", lance d'emblée le président du tribunal. Les deux rapports d'experts médicaux mentionnent une accumulation de faits qui auraient dû alerter les deux médecins, mais c'est **une partie de ping-pong entre l'anesthésiste et le chirurgien** qui se joue lors de l'audience. Le premier, qui a vu régulièrement la jeune femme dans les trois jours suivant l'opération, a traité des symptômes : une fréquence cardiaque élevée, des problèmes respiratoires, des douleurs au ventre.

"J'ai géré l'urgence", dit l'anesthésiste, mais c'est le chirurgien qui est chargé du suivi post-opératoire d'après lui, car **"il opère une à deux fois par semaine, il a plus le temps que l'anesthésiste qui est au bloc tous les jours"**, dit-il.

Le président du tribunal mais aussi les avocates des parties civiles et la procureure de la République soulignent tous **les difficultés de communication** entre ces médecins. Le chirurgien, lui, dit ne pas avoir été informé de ces symptômes et même qu'il aurait pu sauver Marcelline en la réopérant s'il avait su plus tôt. Alors l'anesthésiste a-t-il loupé le tableau d'ensemble en ne traitant que les symptômes ? Le chirurgien lui-même explique que son confrère n'aurait pas pu voir ce qui se jouait alors que lui oui, s'il en avait été informé.

"Ils ne paieront pas assez cher, c'est certain"

"On attendait des explications un peu moins lamentables", précise l'avocate de la famille. **D'autant que le chirurgien n'a pas consulté le dossier médical** de Marcelline lors du suivi post-opératoire et ne s'est pas tenu informé de son état. "*L'analyse rétrospective de ce dossier ne peut entraîner la faute caractérisée*", explique l'un des avocats de la défense au moment de sa plaidoirie.

La famille de Marcelline présente durant les 7h d'audience se dit "*déchirée*". L'une de leurs avocates précise que "**tous avaient une conscience aveugle en la médecine**". "*C'est malheureux car ils continuent d'exercer comme ci de rien n'était, ils ne paieront pas assez cher, c'est certain*", raconte à la barre un des frères de Marcelline.

La procureur de la République **a requis 15 mois de prison avec sursis intégral** pour les deux médecins, leurs avocats ont plaidé la relaxe. Le jugement sera rendu le 21 mai.

- [Procès](#)
- [justice](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Total Energies et l'un de ses sous-traitants, la société Bataille, étaient jugés ce mardi devant le tribunal correctionnel du Havre pour homicide involontaire et violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité. En 2019, un homme de 38 ans a fait une chute mortelle de huit mètres.

Le 03/02/2026 à 22:11

- Le tribunal correctionnel du Havre a rendu son jugement ce mercredi 19

"Le corps réagit forcément quand on lui ouvre le ventre" : après la mort d'une femme de 21 ans en 2018, un chi

Mélisande Queinnec

4-5 minutes

C'est un procès rare qui s'est ouvert ce jeudi 30 avril 2026, au tribunal correctionnel du Havre. À la barre, un chirurgien et un anesthésiste. Tous deux sont jugés pour "homicide involontaire" après la mort, en 2018, d'une jeune femme de 21 ans, des suites d'une opération gastrique.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

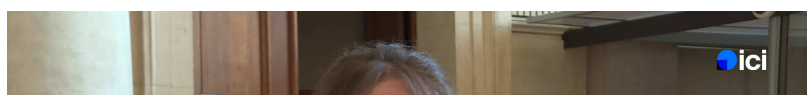
Qu'est-il arrivé à Marceline Catelain ? Il y a huit ans, la jeune femme, âgée de tout juste 21 ans, décédait des suites de complications consécutives à une opération gastrique. C'était le 13 janvier 2018, à la Clinique des Ormeaux, dans le quartier de l'Eure, au Havre.

Tout commence trois jours plus tôt. Quand Marceline se réveille de son anesthésie générale, elle se sent mal, son cœur bat fort, sa tension est élevée. Rien d'alarmant pour l'anesthésiste, premier à lui rendre visite en salle de réveil : "*La chirurgie, c'est une agression. Le corps réagit forcément quand on lui ouvre le ventre*", rappelle-t-il à la cour, pragmatique.

Pourtant, il s'agit là des premiers signes d'une complication. L'anesthésiste traite la tension et la tachycardie jusqu'à la veille de la mort de Marceline. Le 13 janvier, elle succombe à une péritonite, une inflammation des tissus de l'abdomen.

Le compte rendu de Lila Lefebvre, avec Éric Proença-Pina :

durée de la vidéo : 00h01mn22s





Justine : le procès d'une erreur médicale ? • ©France 3 Baie de Seine

Ce qui est ici reproché aux soignants, c'est de n'avoir pas suivi correctement l'état de santé de Marceline à la sortie du bloc. Il aurait en effet fallu réopérer aussitôt la jeune femme, ce que le chirurgien n'a pas fait. Il se justifie : *"Si j'avais vu (ses) constantes, je l'aurais réopérée immédiatement !"*. Le président du tribunal argue, lui : *"Vous auriez pu les demander"*.

Le chirurgien reste muet. Lui et l'anesthésiste se renvoient la balle. Si la famille de Marceline s'était préparée au fait de ne pas obtenir de réponse, leur frustration reste grande, huit ans après la mort de la jeune femme.

D'autant que le procès était très attendu : l'instruction avait d'abord conclu à un non-lieu mais la famille avait fait appel. C'est finalement la cour de cassation qui a tranché en faveur d'un procès pour cette rare affaire d'erreur médicale présumée.

La procureur de la République a rappelé le caractère exceptionnel de ce procès - et la difficulté d'établir les causes des décès survenus à l'hôpital. Elle a requis la condamnation des deux médecins pour faute caractérisée, à savoir un défaut de surveillance du suivi médical et des constantes postopératoires de la patiente.

Elle demande une peine de 18 mois de prison avec sursis, sans interdiction d'exercer.

Les avocats de la défense ont quant à eux plaidé la relaxe. La décision du tribunal a été renvoyée en délibéré et devrait être rendue le 21 mai prochain.

Avec Lila Lefebvre.

“L’instrumentalisation politique de la commande publique s’est nettement accélérée ces dernières années”

Par *Philippine Ramognino*

9–11 minutes

Dans quel contexte avez-vous lancé votre enquête sur “la simplification du droit de la commande publique”, dont les résultats sont parus en 2025 ?

Après avoir abordé l’environnement, la digitalisation et la réforme des directives européennes, la chaire de droit des contrats publics a constaté une forte dynamique autour de la simplification. Nous nous sommes alors posé une question : simplifie-t-on réellement le droit de la commande publique, ou le complexifie-t-on au contraire en multipliant les objectifs assignés ? Pour un économiste, il est impensable qu’un outil réponde à plusieurs objectifs. Or, la commande publique ne vise plus seulement à satisfaire le besoin de l’acheteur : on lui a ajouté des objectifs environnementaux, sociaux, d’intégrité, de soutien aux PME... C’est sa spécificité en tant qu’outil d’application des politiques publiques, mais cela soulève une vraie question de complexification.

Lire aussi : [Avec la multiplication des objectifs assignés à la commande publique, les acteurs peinent à suivre](#)

Dans votre sondage, vous parliez d’une “instrumentalisation de la commande publique à des fins politiques”. Dans quelle mesure ?

Il faut bien trouver des moyens de mettre en œuvre les politiques publiques et le contrat est aujourd’hui considéré comme l’un des instruments les plus appropriés. Pourquoi ? Parce qu’il implique des engagements, avec de potentielles pénalités si le contractant ne s’y soumet pas. Cela permet d’insuffler des changements de manière très concrète, bien plus que si on utilisait du droit souple ou de simples guides. C’est dans ce sens que l’on “instrumentalise” la commande publique pour atteindre certains objectifs, environnementaux notamment. On veut obtenir de nouvelles technologies et des moyens de production vertueux, et on se dit que c’est à l’État et aux personnes publiques de manière générale de montrer l’exemple. D’ailleurs, il arrive souvent, notamment dans le BTP, qu’une dynamique impulsée par la commande publique se diffuse ensuite dans le secteur privé. Si l’on peut utiliser l’argent public pour innover, faisons-le. Le rôle de l’acheteur public consiste notamment

à utiliser le contrat public pour arriver à ses fins.

À quand remonte la bascule de cette instrumentalisation de la commande publique à des fins politiques ?

J'aurais tendance à dire que cette instrumentalisation a toujours existé. Dès l'origine, la commande publique relevait de la souveraineté royale. Par la suite, le droit des marchés publics s'est structuré en réaction à des affaires de corruption : on utilisait déjà la procédure contractuelle pour instaurer de l'éthique et de l'intégrité dans les relations commerciales entre l'État – puis les collectivités territoriales – et les entreprises. Cette instrumentalisation a connu plusieurs vagues. D'abord économique, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, pour soutenir les entreprises. Puis sociale et environnementale, à partir de la fin des années 1990 et le début des années 2000, avec l'apparition d'arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne évoquant des restrictions sur les émissions de gaz à effet de serre. Ensuite, à partir de 2004, l'accent a été mis sur l'accès des PME à la commande publique. Chaque époque a donc mobilisé cet outil en fonction de ses priorités politiques. Difficile d'identifier une genèse précise : ce qui est certain, en revanche, c'est que le phénomène s'est nettement accéléré ces dernières années.

Les ministères devraient s'intéresser de plus près à leurs problèmes concrets, en allant directement à leur rencontre

Les acheteurs sont-ils suffisamment associés aux réflexions menant aux ambitions assignées au secteur ?

Pour qu'ils se sentent véritablement représentés, il faudrait réaliser davantage d'études de terrain à l'échelle nationale. Les ministères devraient s'intéresser de plus près à leurs problèmes concrets, en allant directement à leur rencontre. La difficulté qui revient systématiquement, c'est le manque de formation. Les acheteurs doivent pouvoir être de vrais acheteurs. À force de leur demander d'accomplir des tâches en dehors de leurs compétences, ils n'ont plus le temps de se consacrer au cœur de leur métier. Et cette situation nuit à l'émergence d'une véritable professionnalisation de la fonction. Il existe encore beaucoup de démarches administratives qui ne servent pas à grand-chose. Je pense notamment à l'analyse des candidatures pour les motifs d'exclusion. Avec les technologies actuelles, on pourrait confier cette vérification à une autorité nationale, à l'image de ce qui se passe au Québec ou en Italie. Cela permettrait de savoir immédiatement si une entreprise est autorisée à postuler ou non. Cela peut paraître anodin, mais ça libérerait un temps de travail considérable. On constate également que le *sourcing* est insuffisamment pratiqué, alors qu'il devrait être au cœur du métier d'acheteur. Son absence génère beaucoup d'insécurité juridique par la suite. De simples sondages réguliers sur les difficultés rencontrées par les opérationnels pourraient suffire à améliorer la situation. Car la publication des données essentielles ne permet pas d'avoir des retours concrets du terrain. On sait quels marchés ont été passés et dans quels

domaines, mais on ignore les obstacles rencontrés.

Le code de la commande publique a beaucoup évolué ces dernières années pour intégrer tous ces enjeux. Dans quelle mesure pourrait-il être simplifié pour faciliter le quotidien des acheteurs ?

L'adoption du code de la commande publique a été plutôt bien accueillie par les participants à nos enquêtes. Pour eux, c'est une véritable mesure de simplification : tous les textes sont désormais réunis au sein d'un même code. Cela dit, il pourrait y avoir des pistes d'amélioration. Il faudrait notamment clarifier ce qui relève des pouvoirs adjudicateurs, peut-être en créant une section spécifique dans le plan même du code. Mais, à titre personnel, j'estime que le code de la commande publique est plutôt cohérent. C'est un bon exemple de légistique réussie. C'est clair : vous avez un plan cohérent suivant la vie d'un contrat de sa passation à son terme, vous avez les articles en "L" pour tout ce qui est législatif et les "R" pour ce qui est réglementaire, et pouvez ainsi identifier l'importance de chaque règle et évaluer si elle peut être modifiée à court ou moyen terme.

Quelles conclusions tirez-vous des propositions formulées lors de votre enquête ? Avec 125 propositions, on comprend que tout n'est pas si simple pour les acheteurs...

Effectivement. Certaines propositions reviennent régulièrement, notamment la demande d'autoriser davantage la négociation. De manière générale, ce sont des recommandations qui se comprennent. Mais, parfois, on observe des recommandations contradictoires : certains réclament plus de déclarations de données essentielles, quand d'autres demandent d'en réduire le nombre pour ne pas y consacrer tout leur temps. Certains veulent l'encadrement de la pratique des trois devis en tant que Mapa [*marché à procédure adaptée, ndlr*], tandis que d'autres s'y opposent en considérant qu'ils doivent demeurer des contrats de gré à gré. C'est normal : parmi les acheteurs, il y a aussi des juristes qui cherchent à faire valoir leur interprétation de la règle. Maintenant, sont-elles toutes pertinentes ? Ce n'est pas à moi d'en juger. Mon rôle est de déterminer si elles sont juridiquement viables, et conformes ou non au droit européen. Quand certains nous disent qu'il faudrait interdire complètement l'accès aux entreprises non françaises, nous répondons que c'est impossible : il y a les accords internationaux, le droit de l'Union européenne... Cela fait parfois très "cahier de doléances". Notre objectif, à travers ce rapport, est surtout d'offrir une porte d'entrée aux décisionnaires.

(À trop simplifier, on crée de l'insécurité juridique

Faut-il simplifier à tout prix ? Comment trouver le bon équilibre ?

À trop simplifier, on crée de l'insécurité juridique. Prenons le décret du 29 décembre dernier : certes, les seuils ont été relevés à 60 000 euros et 100 000 euros, mais les modalités applicables n'ont pas été précisées.

En dessous de ces montants, on est en gré à gré. Cela signifie-t-il que l'on peut faire ce que l'on veut ? En réalité, non. On doit d'abord respecter les principes fondamentaux de la commande publique, puis permettre une remise en concurrence régulière, ou du moins éviter de créer une situation de rente pour les opérateurs économiques titulaires. Il doit y avoir un roulement. Mais que faire si, à chaque fois, le titulaire en place présente l'offre économiquement la plus avantageuse ? Est-on obligé de lui dire : *“Vous faites du bon travail, mais je risque un contrôle de la Cour des comptes, voire une procédure devant le juge administratif, ou pire encore”* ? Car il existe désormais la responsabilité financière des gestionnaires publics, et surtout le contentieux pénal. C'est lui, bien plus que le juge administratif, qui fait peur. Si vous conservez votre fournisseur grâce au relèvement des seuils, il y a le risque qu'une association dénonce une connivence ou un conflit d'intérêts. Cela peut créer le doute, et le risque pénal est énorme. Le problème, et cette mesure des seuils est représentative de nombre de politiques dites de simplification, reste que l'on ne s'est pas attaqué au fond : sécuriser les contrats de gré à gré.

Propos recueillis par Philippine Ramognino

Le Premier ministre annonce la fusion prochaine de la Dinum et la DITP

Par Victoria Beurnez

5-6 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 30 avril 2026 - 3 min de lecture

Sous le feu des cyberattaques, le chef du gouvernement a annoncé une série de mesures pour renforcer la cybersécurité des infrastructures numériques de l'État. La direction interministérielle du numérique et la direction interministérielle de la transformation publique devraient faire l'objet, à nouveau, d'une seule et même entité. L'État va également débloquer, a minima, un demi-milliard d'euros pour abonder les projets de modernisation du numérique de l'État.



Le Premier ministre, Sébastien Lecornu

Stéphane de Sakutin / AFP

“Tirer des leçons” des dernières cyberattaques. C'était l'objectif des annonces de Sébastien Lecornu, le Premier ministre, ce jeudi 30 avril, lors d'un déplacement à l'Agence nationale des titres sécurisés. Ce déplacement faisait suite à la cyberattaque survenue contre l'ANTS le 15 avril dernier : environ 11 millions de données d'identification appartenant à des particuliers auraient ainsi été dérobées sur le portail ants.gouv.fr.

Alors que le portail était jusqu'ici en maintenance pour *“poursuivre les mesures de renforcement”*, il revient peu à peu à la normale. La situation est *“grave”*, pour le Premier ministre, qui a annoncé une série de mesures pour reprendre le contrôle sur la cybersécurité des infrastructures de

l'État.

Lire aussi : [L'État formalise ses priorités en matière de cybersécurité et invite les ministères à faire de même](#)

Première mesure : la fusion de la Direction interministérielle du numérique (Dinum) avec la direction interministérielle de la transformation publique (DITP). Cette nouvelle "autorité numérique de l'État" aura pour objectif premier de moderniser et renforcer la sécurité numérique des infrastructures de l'État, qualifiées "*délaissées ces dernières années*" par Sébastien Lecornu.

Cette fusion est un retour en arrière : les deux directions interministérielles faisaient partie d'une seule et même entité en 2012, avant d'être scindées.

Un "fonds Cnil »

Deuxième annonce, le déblocage de 200 millions d'euros issus du programme France 2030 pour renforcer divers domaines ayant trait à la cybersécurité des infrastructures publiques, notamment sur la cryptographie post-quantique et l'intelligence artificielle. Toujours sur le volet financement, le Premier ministre a également annoncé la mise en place d'un "fonds Cnil" : l'ensemble des amendes infligées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) devraient être prochainement redirigées vers un fonds destiné à la restructuration numérique de l'État.

Lire aussi : [La cryptographie post-quantique, une priorité absolue pour l'Anssi](#)

Début avril, l'Anssi avait publié la [feuille de route](#) des efforts prioritaires en matière de sécurité numérique de l'État, un document formalisant tous les objectifs prioritaires de l'administration sur le sujet. Il faut dire que les cyberattaques s'enchaînent : peu avant l'ANTS, c'est l'Éducation nationale qui avait été touchée, après le ministère de l'Intérieur, pour ne citer que les attaques les plus médiatisées. "*Les multiples intrusions et fuites de données qui ont affecté en 2025 les systèmes d'information des ministères et des établissements dont ils ont la tutelle rappellent la persistance de vulnérabilités graves dans l'ensemble de ces infrastructures*", rappelait ainsi l'Anssi dans ce document.



Publié le 30 avril 2026 · 3 min de lecture

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 180 Fonction publique | Le labyrinthe des accès

